

**du Conseil d'Etat au Grand Conseil  
accompagnant le projet de décret portant adhé-  
sion du canton de Fribourg à la convention inter-  
cantonale relative aux institutions sociales (CIIS)**

Nous avons l'honneur de vous soumettre le projet d'un décret relatif à l'adhésion du canton de Fribourg à la convention intercantonale relative aux institutions sociales (ci-après: CIIS).

**1. INTRODUCTION**

Le canton de Fribourg, comme la plupart des autres cantons, dispose d'un réseau d'institutions spécialisées pour l'éducation, l'instruction, la formation professionnelle, l'occupation et l'hébergement de personnes handicapées ou inadaptées. Ces institutions sont des écoles spéciales dont certaines exploitent aussi un internat, des maisons d'éducation, des foyers et des ateliers protégés et d'occupation pour des personnes handicapées adultes et des maisons s'occupant de la réinsertion socio-professionnelle de personnes toxicomanes ou alcooliques. Elles reçoivent des subventions fédérales en vertu de la loi fédérale sur les prestations de la Confédération dans le domaine de l'exécution des peines et mesures et de la loi sur l'assurance-invalidité. Elles sont reconnues et subventionnées par le canton conformément à la loi du 20 mai 1986 d'aide aux institutions spécialisées pour personnes handicapées ou inadaptées.

**2. COLLABORATION INTERCANTONALE**

Le réseau institutionnel est suffisamment développé pour accueillir la majorité des personnes handicapées ou inadaptées domiciliées dans le canton. Mais, aussi développé soit-il, ce réseau ne peut répondre à certaines indications de placements. Il n'existe pas, par exemple, d'institution pour des personnes aveugles ou malvoyantes, ni de centres d'observation, de maisons d'éducation au travail ou de maisons de rééducation pour l'exécution de mesures pénales ou civiles. Il faut alors recourir aux services d'institutions d'autres cantons. La configuration géographique de la Broye vaudoise et fribourgeoise a favorisé une répartition des tâches et des compétences des institutions de cette région et une collaboration intercantonale partant du principe que l'enfant doit être confié à l'institution appropriée la plus proche de son lieu de domicile. C'est ainsi que, selon leur spécificité, les écoles spéciales de Payerne, d'Estavayer-le-Lac et d'Yverdon-les-Bains accueillent des enfants vaudois et fribourgeois. Cette collaboration existe aussi entre la Gruyère et le Pays-d'Enhaut et s'étend également à l'hébergement et au travail en ateliers des personnes handicapées adultes. Il y a recours aussi aux services d'institutions d'autres cantons lorsque la personne à placer nécessite un éloignement de son lieu de vie habituel en raison de son appartenance à un milieu de délinquants ou de toxicomanes. Les institutions des cantons de la Suisse allemande et en particulier celles du canton de Berne sont également sollicitées pour des placements d'enfants atteints de handicaps sensoriels ou lorsque l'institution appropriée n'est pas bilingue ou n'existe pas pour les fribourgeois germanophones. Enfin, une vingtaine de personnes handicapées vivent depuis plusieurs décennies dans des institutions d'autres cantons (Fondation Eben-Hézer, Lausanne, Institution de Lavigny, Centre médico-éduca-

tif L'Espérance, Etoy, Fondation Bernaville, Schwarzenburg) parce qu'aucune institution n'existait dans le canton de Fribourg lorsqu'il s'est agi de leur trouver un lieu d'accueil spécialisé. Intégrées depuis longtemps dans le même lieu de vie, ces personnes ne peuvent plus être déplacées.

Les institutions fribourgeoises accueillent aussi des personnes venant d'autres cantons parce qu'elles offrent des prestations spécifiques, disposent à certains moments de places libres ou sont limitrophes d'autres cantons.

**3. CONVENTIONS INTERCANTONALES  
EXISTANTES****3.1 Convention intercantonale romande**

Partant du constat que des institutions spécialisées reçoivent des personnes de différentes provenances, les cantons de Fribourg, Vaud, Valais, Neuchâtel, Genève, Berne (pour la partie francophone) et plus tard du Jura ont élaboré et signé une convention intercantonale qui est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1976. Cette convention avait pour but de s'entendre sur la manière de couvrir les charges financières consécutives aux placements effectués en dehors du canton de domicile; elle visait aussi à régler des contentieux entre des institutions de plusieurs cantons parce que des placements avaient été organisés sans que les modalités de financement n'aient été préalablement convenues.

**3.2 Convention intercantonale du nord-ouest de la  
Suisse**

S'inspirant de la pratique et de l'expérience des cantons romands, les cantons du nord-ouest (Argovie, Bâle-Ville, Bâle-Campagne, Berne, Lucerne, Soleure et Fribourg) se sont donné une convention plus ou moins similaire qui est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1981.

**3.3 Convention relative aux institutions (CII)**

Après plusieurs années de négociations, tous les cantons sauf Schaffhouse et Grisons ont adhéré à une convention appelée «Convention relative aux institutions» du 2 février 1984. Cette convention est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1987.

**4. CONVENTION INTERCANTONALE  
RELATIVE AUX INSTITUTIONS SOCIALES  
(CIIS)**

La convention relative aux institutions (CII) a fait ses preuves en tant qu'outil pragmatique pour définir l'excédent des charges d'exploitation et garantir les paiements du canton de domicile au canton d'accueil de la personne placée. Toutefois, la CII n'est pas adaptée à l'introduction de nouvelles méthodes de gestion des institutions: abandon du principe de la couverture du déficit d'exploitation au profit de tarifs forfaitaires et de contrats de prestations, exigences de planification et de certification de la qualité des prestations. Le champ d'application de la CII ne comprend que deux volets: celui concernant, d'une part, les mineurs, c'est-à-dire les écoles spéciales et les maisons d'éducation et celui qui, d'autre part, se rapporte aux adultes, à savoir les foyers et les ateliers. La CII n'intègre pas les institutions de thérapie de la dépendance.

Pour ces raisons-là, la Conférence des directeurs cantonaux des affaires sociales (CDAS) a pris l'initiative de réviser la CII. Elle a mandaté son secrétariat général pour former un groupe de travail et de consulter des experts. Après des travaux préliminaires menés durant plusieurs années, elle a, en 1996, mis en consultation auprès des cantons un premier projet de convention révisée. Très controversé, ce projet a donné lieu à une nouvelle version que la Conférence a adoptée dans sa séance du 13 décembre 2002 et qu'elle a décidé de soumettre à la procédure d'adhésion auprès des cantons.

## **5. INNOVATIONS APPORTÉES PAR LA CONVENTION INTERCANTONALE RELATIVE AUX INSTITUTIONS SOCIALES (CIIS)**

### **5.1 Transparence et simplification**

Dans la facturation du prix de la journée, l'institution peut procéder de deux manières:

- Facturer une avance sur le prix de la journée établi sur la base des prévisions budgétaires et présenter, après la fin de l'exercice comptable, un décompte final en couverture de l'excédent. La CII ne prévoit que cette possibilité;

ou

- Facturer un prix de journée forfaitaire, sans devoir présenter de décompte final. Cette manière de procéder simplifie l'administration et évite aux cantons l'échange de décomptes finals et l'envoi de factures supplémentaires.

L'introduction de forfaits autorise une comparaison prix/prestations et facilite grandement les prévisions budgétaires des demandeurs. Les diverses modalités sont convenues par le biais de contrats de prestations.

### **5.2 Planification et exigences quant à la qualité**

Les cantons ne peuvent inscrire sur la liste des établissements de la CIIS que les institutions qu'ils reconnaissent et qui sont à même de garantir des prestations de qualité.

### **5.3 Intégration des institutions de thérapie de la dépendance**

A la suite d'un arrêt du Tribunal fédéral des assurances, les institutions spécialisées dans la thérapie résidentielle et la réintégration socio-professionnelle des personnes toxicomanes ou alcooliques ne reçoivent des subventions de l'assurance-invalidité que pour les personnes devenues invalides. Leur financement est devenu précaire en raison de la diminution substantielle des subventions fédérales. Cette situation a amené l'Office fédéral de la santé publique à élaborer un nouveau modèle de financement de ces institutions, modèle portant le nom de FiDé – Financement de la Dépendance –. La convention révisée prévoit d'introduire ce nouveau type d'institution.

### **5.4 Champ d'application**

Le champ d'application de la CIIS comprend quatre domaines institutionnels:

- le domaine A: institutions à caractère résidentiel pour les personnes mineures (écoles spéciales avec internats, maisons d'éducation);
- le domaine B: institutions réservées aux personnes adultes handicapées (foyers, ateliers protégés et d'occupation);
- le domaine C: institutions à caractère résidentiel de thérapie et de réhabilitation dans le domaine de la dépendance, c'est-à-dire celles qui hébergent, occupent et réinsèrent sur le plan socio-professionnel des personnes toxicomanes et alcooliques;
- le domaine D: écoles spéciales scolarisant des élèves exclusivement en externat.

La collaboration entre Fribourg et les autres cantons en matière de placements institutionnels de personnes mineurs et adultes s'étend aux quatre domaines ci-dessus. Il se justifie par conséquent que le canton de Fribourg adhère à tous les domaines mentionnés à l'article 2 de la convention.

## **6. MESURES EN VUE DE LA FUTURE NOUVELLE PÉRÉQUATION FINANCIÈRE ENTRE LA CONFÉDÉRATION ET LES CANTONS (NPF)**

La loi fédérale sur la péréquation financière précise les domaines retenus pour la collaboration intercantonale. Font partie de ces domaines tant l'exécution des peines et mesures que les institutions de prise en charge et d'aide aux personnes invalides, mineures et adultes.

La CIIS règle implicitement le transfert aux cantons du financement des écoles spéciales et du financement de la construction et de l'exploitation des foyers, ateliers et des institutions qui appliquent des mesures de réadaptation au sens de l'article 73 LAI.

### **6.1 Construction et exploitation des foyers, ateliers et institutions pour l'insertion qui appliquent des mesures de réadaptation**

L'assurance-invalidité se retirant de ce domaine, les cantons devront:

- élaborer, dans les 3 ans au plus tard après l'introduction de la nouvelle péréquation financière, un concept à caractère juridique et obligatoire précisant les besoins, la qualité, et le fonctionnement de leurs institutions;
- assurer, à la personne handicapée, le droit à une aide et à un encadrement appropriés;
- faire expertiser, par un organe spécialisé, leur concept en vue de l'approbation de celui-ci par le Conseil fédéral;
- aider à l'insertion des personnes handicapées;
- légiférer en matière de planification, de financement, de garantie de qualité, de surveillance et de protection juridique;
- soumettre leurs institutions au controlling par la Confédération.

## 6.2 Ecoles spéciales

La nouvelle péréquation financière vise à cantonaliser les écoles spéciales, tout en améliorant l'accès à l'école ordinaire et l'intégration des élèves handicapés des écoles spéciales dans le système scolaire cantonal.

## 7. COMMENTAIRES DES ARTICLES

### 7.1 Préambule

Le bien-être de la personne séjournant dans une institution à caractère résidentiel est primordial. La mobilité dans ce secteur est importante et elle augmente encore. Le préambule précise que les frontières cantonales ne doivent pas constituer d'obstacles quant à la mise à profit d'une offre optimale en matière d'insertion et de réadaptation socio-thérapeutique et socio-pédagogique. Dans le domaine des institutions de thérapie des dépendances, quitter son environnement usuel revêt en effet souvent une importance capitale.

Les cantons sont de tailles variables. Les petits cantons ne peuvent guère créer des institutions très spécifiques. Sur le plan financier, il ne serait pas raisonnable non plus que chaque canton dispose d'un équipement institutionnel complet.

Une collaboration ne peut fonctionner que si les règles de prise en charge réciproque des coûts ont été établies et sont respectées.

La CIIS a été approuvée par la CDAS en sa qualité d'organe chargé du dossier, la CCDJP et la CDS. La CDIP n'a pour l'instant pas donné son accord. La Conférence des gouvernements cantonaux a unanimement approuvé la CIIS en date du 13 décembre 2002 et a recommandé à tous les cantons d'y adhérer.

La CDAS est le répondant de la CIIS; la CDIP, la CCDJP et la CDS sont pour leur part responsables de leur propre domaine.

### 7.2 Dispositions générales

#### *Art. 1 al. 1*

Tout comme la CII, la CIIS règle les relations externes que les cantons entretiennent entre eux. L'organisation interne est affaire de chaque canton.

#### *Art. 1 al. 2*

Le domaine des institutions régi par la CIIS présente d'innombrables facettes. Une planification centralisée incluant des prescriptions détaillées serait inévitablement vouée à l'échec. C'est pourquoi la planification doit être structurée, de bas en haut. Les cantons sont avant tout compétents sur leur propre territoire. Au niveau de la région, ils collaborent au sein des quatre régions de la CIIS. Enfin, sur le plan suisse, soit au niveau suprarégional, il s'agit d'harmoniser l'offre entre les régions.

L'harmonisation des offres constitue la version souple d'une planification. La CIIS ne veut pas définir à elle seule la forme de cette planification, mais permettre l'harmonisation ciblée et l'optimisation des offres. Ces dernières varient fortement d'un canton à l'autre. C'est pourquoi, il faut encourager une collaboration étroite par-delà les frontières cantonales et une concertation réciproque quant à l'ouverture ou la fermeture d'institutions.

Cette harmonisation doit se faire dans les régions. La région décide elle-même comment elle veut organiser ce procédé. Le comité de la Conférence de la convention peut à l'aide de recommandations coordonner et canaliser le processus dans toute la Suisse.

L'harmonisation des offres entre les régions est enfin, suivant le principe de la subsidiarité, affaire du comité de la Conférence de la convention.

Pour les institutions du domaine B et C de la CIIS, l'AI exige aujourd'hui déjà de la part des cantons une planification et un système de gestion de la qualité reconnus par l'OFAS. Dans ces secteurs, l'harmonisation des offres devra être coordonnée aux planifications de l'OFAS qui, dans le cadre de la 4<sup>e</sup> révision de la LAI, s'appuieront dorénavant aussi sur une base légale. Il en est de même des institutions de l'exécution des peines et mesures qui sont soumises à des planifications basées sur la LPPM (loi fédérale du 5 octobre 1984 sur les prestations de la Confédération dans le domaine de l'exécution des peines et mesures) et à certaines exigences de l'OFJ en matière de qualité.

Dans le domaine D qui est celui des écoles spécialisées, la concertation régionale et la coordination existent déjà dans le cadre des concepts d'écoles. Il y aura lieu de vérifier si ces concepts satisfont aux exigences de la CIIS.

#### *Art. 2 al. 1*      *Domaine A*

Le domaine A englobe les institutions pour enfants et adolescents, à l'exclusion des écoles spéciales fonctionnant en externat et des institutions de thérapie et de réhabilitation dans le domaine de la dépendance. Les écoles spéciales à caractère résidentiel figurent dans les domaines A ou D, alors que les écoles spéciales fonctionnant uniquement en externat – c'est-à-dire sans partie résidentielle – font partie du domaine D.

La mesure peut aussi s'étendre au delà de l'âge de 18 ans révolus, c'est-à-dire après l'acquisition de la majorité et cela jusqu'à l'âge de 20 ans. Comme jusqu'ici, la mesure peut même dans des cas particuliers s'étendre au delà de l'âge de 20 ans révolus. D'entente entre les cantons concernés, il devra dorénavant être possible de mener une mesure à son terme même si exceptionnellement l'âge de 20 ans est dépassé. Dans le domaine pénal, la limite d'âge se situe à 25 ans révolus.

L'adolescent(e) doit avoir été admis(e) ou placé(e) avant d'avoir atteint sa majorité.

#### *Art. 2 al. 1*      *Domaine B*

Les prestations au sens d'une réinsertion professionnelle ne sont pas concernées ici. L'AI doit assumer l'intégralité de ces coûts.

#### *Art. 2 al. 1*      *Domaine C*

Il est nécessaire d'introduire dans le champ d'application les institutions à caractère résidentiel de thérapie et de réhabilitation dans le domaine de la dépendance. A l'heure actuelle, seul un faible nombre de ces institutions figure sur la liste de quelques cantons seulement. A la suite d'une pratique plus restrictive dans le domaine de la dépendance, l'AI verse aujourd'hui ses prestations collectives uniquement sur la base d'un droit aux indemnités ou de l'invalidité de la personne. Il existe donc une lacune

financière qu'il s'agit de combler, au moyen d'une nouvelle répartition des coûts qui chargera davantage les cantons et les communes. L'existence de nombreuses institutions qui fournissent des prestations de qualité est menacée. C'est pour cette raison et afin de faciliter la collaboration intercantonale que le modèle spécial de financement FiDé a été étudié. La CIIS laisse cependant le choix entre trois possibilités:

- une rémunération selon le modèle FiDé
- un forfait conclu de manière différente
- la couverture de l'excédent de charges dont il faudra s'écarter à plus ou moins long terme.

Ces systèmes se concurrenceront et il ne fait guère de doute que la méthode la plus appropriée finira par supplanter les autres.

#### **Art. 2 al. 1**      *Domaine D*

Ce domaine est réservé aux écoles spéciales au sens de l'AI. Les écoles spéciales fonctionnent en externat, en internat ou comme institutions mixtes. Le nouveau domaine D concerne principalement les externats. Jusqu'ici, les écoles spéciales fonctionnant en externat étaient déjà sous le régime de la CII et inscrites par plusieurs cantons sur la liste des institutions. La CIIS permet désormais d'inclure ce type d'institutions sous la lettre D. Les institutions mixtes externat/internat peuvent être recensées dans le domaine A ou B, ceci selon l'orientation première de l'institution.

#### **Art. 2 al. 2**

Cette clause générale donne pouvoir à la Conférence de la convention (CC) d'admettre d'autres types d'institutions. Cependant, une décision de l'assemblée plénière est nécessaire, décision déterminée par les deux tiers des conseillers(ères) d'Etat présents à la séance. Il faudra dans ce cas que deux tiers au moins des membres de la CC approuvent la décision. L'intégration d'un groupe supplémentaire d'institutions n'est ainsi pas une procédure facile.

#### **Art. 2 al. 3**

L'adhésion ne doit être soumise à aucune condition restrictive, en ce sens qu'un canton devrait tout d'abord, comme pour la CII, adhérer à l'un des domaines fondamentaux selon l'article 2 de la CIIS avant de pouvoir étendre l'application à d'autres domaines. Chaque canton doit pouvoir déterminer lui-même le type d'institutions auxquels il entend appliquer la convention.

#### **Art. 3**

On a procédé par élimination afin d'étendre au maximum la marge de manœuvre pour l'éventuelle admission d'autres types d'institutions.

Le terme d'institutions avec une direction médicale s'applique aux établissements figurant sur une liste ou qui devraient l'être, s'ils remplissent les conditions exigées par la LAMal. Les divisions d'une institution placée sous une direction médicale qui reçoivent les contributions collectives de l'AI, fonctionnent de manière autonome, tiennent leur propre comptabilité et offrent des prestations selon la CIIS peuvent faire partie du champ d'application de la CIIS.

#### **Art. 4 d) Canton de domicile**

Il est essentiel ici que la CIIS, comme la CII déjà, s'appuie sur la notion de domicile légal. Le débiteur des prestations est le canton où la personne concernée a son domicile légal. Il s'agit ici de la dénomination de domicile usuelle en Suisse. C'est intentionnellement qu'il n'a pas été fait référence au domicile de l'assistance car, à l'exception de la contribution des débiteurs alimentaires, il s'agit pour la compensation des charges d'une indemnisation qu'on ne peut faire valoir auprès de l'aide sociale puisque non soumise à l'obligation de remboursement.

Dans certains cas, le domicile légal qui est à la base de la CIIS peut être différent du domicile d'assistance. C'est ainsi que le domicile d'assistance, en vertu de l'article 7 al. 3 let. c de la LFA, est situé dans la commune où l'enfant mineur vivait avec ses parents ou avec son père/sa mère immédiatement avant son placement.

Le CCS a été révisé le 1.1.1988 et son article 25 a la teneur suivante: «L'enfant sous autorité parentale partage le domicile de ses père ou mère ou, en l'absence de domicile commun des père et mère, le domicile de celui des parents qui a le droit de garde; subsidiairement, son domicile est déterminé par le lieu de résidence». Subsidiairement reviendrait à dire que les coûts sont supportés par le canton répondant, ce qui ne va ni dans le sens ni dans l'esprit de la CIIS. Il devrait cependant s'agir ici d'un nombre si restreint de cas que la création d'une réglementation exceptionnelle ne justifie pas.

Suite à la révision du droit sur le divorce, des parents non mariés ou divorcés peuvent depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2000 et sous certaines conditions exercer ensemble la garde parentale. C'est ainsi que la possibilité est ouverte à différentes formes de garde de l'enfant.

#### **Art. 4 e) Canton répondant**

Le terme de canton répondant est nouveau. Il s'agit ici dans la majorité des cas du canton dans lequel l'institution est située. Il englobe, en outre, toutes les institutions dont la maîtrise financière et gestionnelle est exercée dans un autre canton. Si cette responsabilité ne devait pas relever d'office de la compétence du canton répondant, un accord peut-être alors conclu entre les deux cantons concernés. Cette accord doit alors être porté à la connaissance du secrétariat de la CDAS. Dans le cas contraire, le canton où l'institution est située devient alors le canton répondant.

Le canton répondant est responsable du subventionnement, de la planification liée à son propre canton, de la qualité et du contrôle de l'exploitation économique.

La surveillance locale incombe au canton où se trouve l'institution (police de la santé, du feu, du commerce). Ce canton est en outre compétent pour l'imposition, l'octroi et le contrôle d'une autorisation d'exploitation. Le système le contrôle s'appuie aussi bien sur la réglementation fédérale (ordonnance fédérale sur l'admission d'enfants placés en garde) que cantonale.

#### **Art. 4 f) Institution**

Au sens large le terme allemand «Einrichtung» englobe aussi les «Heime» (homes) et correspond à la notion française d'institution.

#### **Art. 4 g) Directive**

La directive constitue un décret d'exécution de la CIIS et revêt un caractère obligatoire.

La convention fait état de «personne» sauf autre désignation comme «adolescent», «adulte», etc. La personne est celle qui bénéficie des prestations de l'institution. En règle générale le terme de «personne» est donc synonyme de «handicapé(e)», «assisté(e)», «occupant(e)», «adolescent(e)», «enfant», «client(e)», «patient(e)», «pensionnaire», «élève d'une école spécialisée», «toxicomane», «placé(e)», «adulte», «interne» et d'autres encore. Le terme de personne s'applique en outre aux deux sexes.

#### **Art. 5 al. 1**

Il arrive fréquemment, dans les institutions spécialisées pour les adultes souffrant d'un handicap, que des personnes en provenance d'un autre canton y vivent avec l'intention d'y demeurer en permanence. En règle générale, elles ont la possibilité de déposer, dans la mesure où elles en ont la capacité, leurs papiers dans la commune de l'institution en question.

Comme la CII, la CIIS veut elle aussi éviter que des cantons mettant leur institutions à disposition de plusieurs autres cantons aient à supporter une charge financière trop lourde. On souhaite ainsi ne pas préteriter financièrement de tels cantons et ne pas restreindre l'offre qu'ils font à d'autres cantons. C'est pourquoi l'ancien canton de domicile doit continuer de supporter d'éventuels excédents de charges. Ce principe ne touche absolument pas la personne concernée qui peut sans autre élire domicile dans la nouvelle commune.

#### **Art. 5 al. 2**

Le principe du séjour valant pour l'école ordinaire s'applique de même à l'école spéciale.

### **7.3 Organisation**

#### **Art. 6 al. 1 et 2**

La CC est l'organe suprême de la CIIS. Elle est responsable de l'exécution de la CIIS.

#### **Art. 6 al. 3 et 4**

La collaboration avec les autres conférences est importante à divers égards. Il s'agit tout d'abord de respecter leurs compétences. Chaque conférence dispose par ailleurs le plus souvent de connaissances spécifiques. La Conférence suisse des chefs des départements cantonaux des finances (CCDF) ne fait pas partie des conférences concernées par la CIIS; la collaboration avec les conférences répondantes est définie à l'alinéa 4. Il est fait appel à la CCDF chaque fois qu'il s'agit de traiter de questions financières.

#### **Art. 7 al. 1**

A relever que les conférences régionales sont elles aussi définies en tant qu'organes de la CIIS. L'importance accordée aux conférences régionales en matière de collaboration est déjà grande dans le cadre de la CII. Elles se verront confier dans la CIIS de nouvelles tâches essentielles en rapport avec l'harmonisation des offres.

#### **Art. 7 al. 2**

Ces règles s'appliquent à tous les organes.

#### **Art. 8**

Un élargissement à d'autres domaines peut être envisagé uniquement si un accord séparé sous forme de projet tout

au moins est prévu avec un certain nombre de cantons intéressés à un nouveau domaine (par exemple les maisons pour femmes ou les centres de consultation selon la LAVI). Les structures de la CIIS tels les offices de liaison doivent pouvoir être utilisées pour des raisons de synergies et de transparence. Les réglementations portant sur la teneur sont cependant à conclure de manière explicite.

Comme il s'agit d'une compétence déléguée par les cantons à la CC pour une modification restreinte de la convention, une majorité des deux tiers est exigée.

#### **Art. 9 al. 1**

Le comité de la CC doit être l'organe exécutif à la gestion efficace de la convention, raison pour laquelle il lui est attribué de nombreuses tâches et responsabilités. Il dispose d'une compétence générale pour toutes les décisions qui ne tombent pas sous la responsabilité d'un autre organe.

Le comité de la CC veille à ce que les organisations professionnelles suisses soient invitées de manière adéquate aux travaux de développement de la CIIS.

#### **Art. 9 al. 1 let. f**

Le refus d'admettre une institution ou son exclusion de la liste est une mesure lourde de conséquences. Cette sanction n'est prise que dans de rares cas. Il est nécessaire que la proposition émane de la Conférence suisse des offices de liaison, avec l'aval de la Conférence régionale concernée. En effet, il appartient aux gens du terrain, parfaitement au fait de la situation, de présenter cette demande. Une telle mesure ne serait possible qu'après l'échec d'une conciliation et de discussions au niveau politique. Elle est néanmoins nécessaire pour que soient sanctionnés d'éventuels manquements à la CIIS.

#### **Art. 9 al. 1 let. g**

Les directives pour le domaine C ne pourront être rédigées que lorsque les cantons auront accepté un modèle de financement (FiDé = financement des institutions de la dépendance). D'ici là, les institutions de thérapie dans le domaine des dépendances disposent de méthodes identiques à celles applicables aux autres domaines de la CIIS (forfaits ou couverture de l'excédent des charges).

A l'entrée en vigueur de la CIIS, les directives, à l'exception de celles du domaine C, seront disponibles dans leur première version. Leur développement ultérieur sera affaire du comité de la CC.

#### **Art. 9 al. 1 let. h**

Bien que les recommandations ne revêtent pas un caractère obligatoire, elles sont généralement bien suivies par les cantons et sont ainsi d'une importance certaine. Il peut cependant s'agir de recommandations purement techniques ou limitées à une région que d'autres organes peuvent également émettre.

#### **Art. 9 al. 1 let. i**

L'harmonisation des offres doit toujours se faire en fonction des divers niveaux. L'harmonisation régionale a lieu uniquement entre les cantons d'une région alors que celle au niveau interrégional est affaire de la CC.

#### **Art. 9 al. 2**

La présence du président de la CSOL (Conférence suisse des offices de liaison) est importante en ce sens que la CIIS repose sur une relation étroite entre la CSOL en tant qu'organe technique et le comité de la CC en tant qu'organe politique.

#### **Art. 10 et 11**

Ces deux articles règlent uniquement l'essentiel car ils touchent la souveraineté cantonale en matière d'organisation.

#### **Art. 10**

Le canton désigne un office de liaison unique.

#### **Art. 11**

Cet article donne connaissance du catalogue minimal des tâches incombant à l'office de liaison. Chaque canton est libre de lui imposer d'autres tâches. Fixer dans le domaine des institutions CIIS le catalogue des tâches incombant à l'office de liaison est d'un grand avantage, car on parvient ainsi à des synergies aussi bien pour le canton que pour le travail de la CIIS. Il est important que les offices de liaison reçoivent régulièrement des informations tant du canton que de la CSOL.

#### **Art. 12 et 13**

Dans la mesure du possible, la conférence régionale doit pouvoir régler elle-même les problèmes de sa région avant de les soumettre au niveau suprarégional. La CR veille notamment à l'harmonisation des offres dans sa région (coordination, planification). La CR englobe tous les offices de liaison d'une région. Un office de liaison peut aussi faire partie d'une autre CR. La création de régions relève de la compétence du comité de la CC (art. 9 al. 1 let. e).

Dans la mesure où les obligations de la conférence régionale découlent de la convention, la CC en édicte les règlements nécessaires. Par ailleurs les conférences régionales se constituent elles-mêmes. Les coûts sont en principe pris en charge par les cantons concernés.

#### **Art. 13**

Un mandat précis est confié à la CR en sa qualité d'organe de la CIIS. Toutes les suggestions présentées au comité de la CC passent par la CSOL.

#### **Art. 14**

La CSOL est l'organe technique de la CIIS. Elle prépare les rapports et propositions en relation avec toutes les attributions du comité de la CC selon l'article 9.

Les régions délèguent chacune deux représentant(e)s à la CSOL. Un(e) seul(e) délégué(e) constituerait une représentation trop restreinte car il y a lieu de tenir compte de manière équitable des trois régions linguistiques du pays. S'y ajoutent les divergences naturelles d'intérêts entre cantons à forte densité démographique, plutôt citadins, et ceux à faible concentration, plutôt ruraux. Doivent être représentés tant les cantons bien dotés en institutions que ceux qui n'en disposent que d'un petit nombre.

La CSOL a toute latitude de réunir périodiquement ou en fonction des besoins tous les offices de liaison.

#### **Art. 15**

La CSOL se voit confier dans la CIIS un mandat précis et vaste. Elle devient ainsi un organe dirigeant d'importance pour ce qui concerne les offices de liaison.

#### **Art. 17 al. 1**

Etant donné les structures de la CIIS, le secrétariat général de la CDAS était prédestiné à en gérer les affaires. Il s'agit des dossiers à traiter au niveau de la Suisse dans son ensemble dans la mesure où ils relèvent de la CIIS. Il ne faut pas oublier en effet que, pour leur part, les cantons règlent aussi eux-mêmes des affaires concernant la CIIS.

#### **Art. 17 al. 2**

C'est ainsi que le secrétariat général de la CDAS assumera également le secrétariat de la CC, du comité de la CC et de la CSOL et de divers groupes de travail ad hoc. La coordination est par là même garantie; il peut être fait appel à des synergies tout en cumulant les expériences et les connaissances. Le secrétariat général de la CDAS est en outre à disposition en tant qu'instance de conciliation.

#### **Art. 17 al. 3**

La procédure facilitée a, dans l'ensemble, fait ses preuves jusqu'à maintenant. Il s'agit ici exclusivement de points litigieux entre les cantons.

Bien que le texte de la convention n'en fasse pas mention, il y a lieu de considérer que toutes les possibilités pour une conciliation doivent avoir été épuisées avant de recourir aux voies de droit selon l'article 35. Cette action devrait être entreprise avant que soit arrêtée une décision formelle car le délai de recours commence à courir dès que celle-ci a été rendue. La procédure de conciliation et la voie juridique formelle sont deux affaires totalement séparées et indépendantes l'une de l'autre. La procédure de conciliation est un moyen mis à disposition à bien plaisir, gratuit ou pour le moins fort peu onéreux.

#### **Art. 18 al. 1**

A l'heure actuelle, la CDAS assume les coûts de la gestion des affaires de la CII dans le cadre de son secrétariat. Ce support restera ancré auprès de la CDAS. S'y ajouteront les dépenses supplémentaires en relation avec les nouvelles tâches incombant à la CIIS.

### **7.4 Compensation des coûts et garantie de prise en charge des frais**

#### **Art. 19 al. 1**

La notion plus précise de «garantie de prise en charge des frais» a été choisie en lieu et place du terme général de «garantie» utilisé jusqu'ici.

La garantie de prise en charge des frais couvre le montant de la compensation des coûts.

#### **Art. 19 al. 2**

Comme jusqu'ici, ce n'est pas le canton qui est redevable, mais bien les instances et personnes débitrices du canton de domicile. L'institution leur adressera ses factures comme par le passé.

La contribution due par les débiteurs alimentaires comme part de la compensation des charges peut être assumée par l'aide sociale s'ils sont insolubles.

#### **Art. 20 et 21**

La compensation des coûts est définie aux articles 20 et 21 en ce qui concerne les valeurs de référence, alors que des précisions seront apportées dans des directives.

Les charges nettes prises en compte correspondent aux coûts globaux relevant des prestations fournies, sous déduction des recettes provenant de l'exploitation, des revenus de capitaux ainsi que des donations destinées à l'exploitation. Ne peuvent être portées en déduction les contributions collectives ou individuelles des pouvoirs publics (Confédération, cantons, communes).

#### **Art. 22**

La compensation des coûts comprend une part de subventions et la contribution des débiteurs alimentaires. C'est cette dernière, et elle uniquement, qui peut être assumée par l'aide sociale en cas d'insolvabilité.

Dans la mesure du possible, la souveraineté cantonale en matière de tarifs doit être respectée. Dans le cadre des échanges intercantonaux, il est toutefois indispensable de fixer un montant situé dans une certaine fourchette car, conformément à l'alinéa 2, les contributions non versées par les débiteurs alimentaires peuvent être imputées à l'aide sociale. S'il n'en était pas ainsi, la convention pourrait se voir vidée de sa substance par de très hautes participations des débiteurs alimentaires et l'idée même de la CII comme de la CIIS, consistant en un versement réciproque de contributions à caractère de subside et non pas d'aide sociale, pourrait perdre toute sa valeur. On sait en effet que les prestations de l'aide sociale sont soumises à l'obligation de remboursement. Le cas échéant, le canton de domicile peut demander la restitution des montants au canton d'origine.

La conférence des représentants gouvernementaux de la CII avait promulgué, il y a quelques années, déjà une recommandation fixant le montant de la participation des débiteurs alimentaires à 25 francs par jour. Cette recommandation a été généralement suivie, quoiqu'elle ait été l'objet de certaines critiques. C'est principalement le caractère statique d'un montant déterminé qui était mis en cause.

Pour la CIIS, il a été opté en faveur d'une définition fonctionnelle et par là même dynamique. Le montant de la participation des débiteurs alimentaires correspond aux dépenses journalières moyennes pour une personne dans des conditions d'existence modeste; elle se situe entre 25 à 30 francs.

#### **Art. 23 et 24**

La compensation des coûts peut dorénavant aussi se faire au moyen de forfaits et l'alinéa 3 de l'article 23 encourage même le passage de la méthode de la couverture du déficit à celle du principe du forfait. Les forfaits sont en principe convenus dans des contrats de prestations. Ces derniers sont établis entre le canton répondant et ses institutions avec pour objet leurs prestations et leur financement. D'autre part, des contrats de prestations peuvent également être conclus entre des cantons pour certaines ou toutes les institutions.

Alors que la méthode D (principe de la couverture du déficit) ne supporte aucune variation, la méthode F (principe du forfait) peut être conçue de manière diversifiée. Elle peut prévoir des forfaits journaliers, mensuels, tri-

mestriels ou annuels, des forfaits par service institutionnel, par cas ou d'autres encore. Le FiDé lui aussi représente un principe forfaitaire. Ces forfaits sont fixés à l'aide de la comptabilité analytique, de paramètres définis (occupation minimale) et de calculs prévisionnels approximatifs (contributions de l'AI par exemple).

Le principe suivant est applicable si le calcul porte sur la journée civile:

La journée civile correspond au nombre de jours du calendrier, de la date d'admission à celle de sortie, ces deux jours étant inclus. Une année normale compte 365 jours et l'année bissextile 366.

#### **Art. 25**

En matière d'encaissement, l'institution doit aussi être subordonnée à des règles modernes d'économie d'entreprise. Des retards dans le paiement des créances sont pour elle synonymes de coûts supplémentaires, tout comme pour une entreprise privée. C'est ainsi qu'a été fixé un délai de paiement; s'il n'est pas tenu, un intérêt moratoire de 5 % est facturé conformément à l'article 104 CO. Cette disposition veut éviter aux institutions le recours à du capital étranger relativement cher dans le cas où elle se trouveraient en manque de liquidités.

La CIIS est une convention entre cantons. Ceux-ci signent la garantie de prise en charge des frais. C'est la raison pour laquelle ils sont responsables du paiement des factures par leurs instances compétentes. L'aide en cas de problèmes de recouvrement peut prendre diverses formes, allant du rappel adressé à une instance à l'avance d'un certain montant. La manière de procéder en pareil cas est affaire du canton de domicile astreint au paiement.

#### **Art. 26**

En cas d'admission urgente, il n'est souvent guère possible de respecter la condition consistant à demander, au canton répondant, la garantie de prise en charge des frais avant l'entrée d'une personne. Il faut malgré tout se tenir au principe de la demande préalable.

#### **Art. 27**

Il ne devrait dorénavant plus y avoir de garanties illimitées de prise en charge des frais.

#### **Art. 28 et 29**

La situation dans le secteur des adultes est dans son principe différente de celle des institutions des domaines A ou D. La personne majeure décide elle-même d'entrer en institution. Elle dispose d'un revenu et éventuellement d'autres ressources. Dans ce domaine, le financement individuel est largement assuré. En lieu et place de contributions des débiteurs alimentaires et de subventions, les recettes des institutions se composent en grande partie de rentes, de PC et d'allocations pour impotents.

La question de la garantie de prise en charge des frais doit être abordée avec circonspection. La garantie de prise en charge des frais ne peut être demandée qu'avec le consentement de la personne concernée. Pour les personnes assumant elles-mêmes l'intégralité des coûts, une telle garantie n'entre que subsidiairement en ligne de compte. La garantie de prise en charge des frais est valable seulement lorsque contre toute attente une institution s'enlise dans une zone déficitaire.

La participation aux frais se calcule selon les règles du canton de domicile. La différence négative par rapport à la compensation des coûts est portée à la charge du canton de domicile, voire à l'instance de ce canton responsable du paiement.

#### **Art. 30**

Tant que le modèle FiDé n'est pas appliqué et qu'il n'existe par conséquent aucune directive spécifique à ce propos, les méthodes D et F selon l'art. 23 CIIS sont valables pour ce domaine comme pour les autres.

### **7.5 Institutions**

#### **Art. 31 à 33**

Le canton répondant communique au secrétariat de la CDAS les noms des institutions qui doivent figurer sur la liste. Si le canton exige une autorisation d'exploitation, l'institution doit satisfaire à cette condition avant de pouvoir être inscrite.

Le canton répondant fait figurer sur la liste uniquement les institutions auxquelles il applique intégralement les dispositions de la CIIS et pour lesquelles il assure une garantie de qualité et une gestion économique. En vertu du principe de la confiance réciproque, l'administration de la CIIS doit pouvoir s'appuyer sur les indications que lui fournissent les cantons. Faire contrôler individuellement les institutions par des organes de la CIIS mènerait trop loin.

Si le canton de domicile dispose lui-même d'un nombre suffisant de places appropriées dans ses propres institutions, il n'est pas tenu de délivrer une garantie de prise en charge des frais pour des placements dans institutions d'autres cantons. Il motive, dans une décision avec voies de recours, le refus de délivrer une garantie.

#### **Art. 33**

Des exigences supplémentaires sont imposées aux cantons signataires en ce qui concerne la garantie de la qualité et la gestion économique. Les cantons sont toujours compétents en matière de qualité des prestations de leurs institutions, notamment aussi dans le choix de certains systèmes de qualité. Au niveau intercantonal, certaines valeurs de référence doivent toutefois être fixées dans une directive émise par le comité de la CC. Il s'agit là finalement aussi d'une revendication des personnes handicapées et de leurs organisations, exigée aussi par la nouvelle péréquation financière.

Le canton est en principe libre de faire figurer sur la liste les institutions qu'il juge appropriées et qui se situent dans le cadre de la CIIS. Ce faisant, il doit tenir compte du principe de l'égalité de traitement.

La liste des institutions reconnues doit servir de garantie pour la qualité et de label de conformité.

#### **Art. 34**

Par le biais de directives, la CIIS vise une harmonisation et une comparabilité des coûts pour les prestations individuelles.

### **7.6 Voies de droit**

#### **Art. 35 al. 1**

L'article 84 de la loi fédérale sur l'organisation judiciaire a la teneur suivante:

*«Recours de droit public*

#### *a. En général*

*<sup>1</sup> Le recours au Tribunal fédéral est recevable contre une décision ou un arrêté cantonal pour violation:*

*a. de droits constitutionnels des citoyens*

*b. de concordats*

*c. de traités internationaux, sauf s'il s'agit d'une violation de leurs dispositions de droit civil ou de droit pénal par une décision cantonale*

*d. de prescriptions de droit fédéral sur la délimitation de la compétence des autorités à raison de la matière ou à raison du lieu.*

*<sup>2</sup> Dans tous ces cas, le recours n'est toutefois recevable que si la prétendue violation ne peut pas être soumise par une action ou par un autre moyen de droit quelconque au Tribunal fédéral ou une autre autorité fédérale.»*

Un cas, tel que stipulé à l'alinéa 1 let. a, pourrait par exemple se présenter si l'autorité compétente d'un canton de domicile refuse d'établir la garantie de prise en charge des frais pour l'admission d'un enfant dans une institution située hors de son canton de domicile, bien que celui-ci ne dispose d'aucun établissement pouvant offrir la thérapie qui lui est nécessaire.

### **7.7 Dispositions finales et transitoires**

#### **Art. 36**

La Principauté du Lichtenstein peut également adhérer à la CIIS.

#### **Art. 37 al. 1**

La possibilité d'une adhésion trimestrielle – en lieu et place d'une adhésion annuelle – doit permettre d'agir plus rapidement et avec davantage de flexibilité. Un canton qui, pour diverses raisons, n'est pas en mesure de respecter précisément le délai imparti ne doit pas être obligé d'attendre une année avant d'adhérer à la CIIS.

#### **Art. 37 al. 4**

La CIIS veut éviter les doublons. La CII ne comportant aucune disposition quant à son abolition, la seule manière de l'abroger consiste à ce qu'elle soit dénoncée par ses membres. Cette prescription permet aussi d'exercer une certaine pression quand à l'adhésion à la CIIS.

#### **Art. 38 al. 2**

La résiliation prend effet à la fin de l'année civile suivant l'année de la déclaration de dénonciation. Ce délai de résiliation relativement long doit permettre une certaine continuité. Il faut notamment pouvoir disposer suffisamment de temps d'adaptation lorsque des admissions ou placements ont eu lieu peu avant la dénonciation.

#### **Art. 38 al. 4**

Il est bien entendu que la garantie de prise en charge des frais ne garde sa validité que dans les limites du délai fixé. En l'absence d'un tel délai, la garantie de prise en charge des frais est résiliable à tout instant, moyennant un préavis de 6 mois conformément à l'article 27 al. 2.



#### **Art. 39 al. 1**

La formule adoptée ne repose pas uniquement sur un nombre, mais vise également un consensus sur l'ensemble du pays. La formule choisie garantit pour la CIIS une efficacité relativement rapide.

#### **Art. 39 al. 2**

Une fois le quorum atteint et les organes constitués, le comité CC fixera aussi rapidement que possible la date d'entrée en vigueur de la convention et la constitution des organes.

#### **Art. 40**

La procédure d'adhésion est clairement stipulée, ce qui permet d'éviter une situation analogue à celle de la CII où une telle disposition fait défaut. De telles conventions, une fois que la plupart des cantons les ont résiliées, contiennent de vivoter et ne sont jamais abrogées.

#### **Art. 41**

La garantie de prise en charge des frais est un outil nécessaire prévu par la CIIS. La convention n'est pas à même de fonctionner sans cette garantie, alors que celle-ci peut en revanche exister sans convention. La garantie de prise en charge des frais prend fin à l'échéance du délai fixé. Si sa durée est illimitée, elle peut, comme mentionné, être résiliée moyennant un préavis de 6 mois.

#### **Art. 42**

Ici aussi on part de l'idée d'une relative autonomie de ces garanties par rapport aux conventions. On parvient ainsi à une solution simple du point de vue administratif.

#### **Art. 43**

Par cette disposition transitoire, on a opté pour une solution simple et facile à gérer sur le plan administratif.

### **8. CONVENTION DES CONVENTIONS**

La présente convention a été élaborée par la Conférence des directeurs cantonaux des affaires sociales pour être adoptée par l'ensemble des cantons. Une adhésion à cette convention ne devrait pas déroger aux procédures prévues par une autre convention, celle du 9 mars 2001 relative à la négociation, à la ratification, à l'exécution et à la modification des conventions intercantionales et des traités des cantons avec l'étranger (RSF 121.4; ci-après: Convention des conventions). La Convention des conventions ne lie cependant que les cantons romands. D'entente avec les responsables des affaires sociales des cantons romands, cette question a été soumise à l'Institut du Fédéralisme de l'Université de Fribourg qui a participé à l'élaboration de la Convention des conventions. L'Institut est arrivé à la conclusion que les procédures de la Convention des conventions ne peuvent pas faire l'objet d'une extension unilatérale des cantons romands à toute la Suisse; partant elle n'est pas applicable dans ce cas.

### **9. INCIDENCES FINANCIÈRES ET EN PERSONNEL**

La présente convention n'engendre de nouvelles incidences ni sur le plan financier, ni en personnel puisque la

collaboration au niveau suisse existe déjà depuis longue date. La nouvelle convention est le résultat des travaux de la révision d'une convention existante. L'introduction dans la nouvelle convention de nouveaux instruments de gestion tels que la comptabilité analytique et le mandat de prestation devrait favoriser, dans le domaine des institutions sociales, une meilleure maîtrise des coûts par les cantons

Nous vous invitons à adopter le projet de décret qui vous est présenté.

### **BOTSCHAFT Nr. 109 28. Oktober 2003 des Staatsrats an den Grossen Rat zum Entwurf des Dekrets über den Beitrag des Kantons Freiburg zur Interkantonalen Vereinbarung für soziale Einrichtungen (IVSE)**

Hiermit unterbreiten wir Ihnen den Entwurf eines Dekrets über den Beitritt des Kantons Freiburg zur Interkantonalen Vereinbarung für soziale Einrichtungen (IVSE).

#### **1. EINFÜHRUNG**

Wie die meisten Kantone verfügt der Kanton Freiburg über ein Netz von Sondereinrichtungen für die Erziehung, den Unterricht, die Berufsbildung, die Beschäftigung und die Beherbergung behinderter oder gefährdeter Personen. Dabei handelt es sich um Sonderschulen, von denen einige auch ein Internat führen, Erziehungsheime, Wohnheime und geschützte Werkstätten für behinderte Erwachsene sowie um Häuser für die soziale und berufliche Wiedereingliederung drogen- oder alkoholabhängiger Personen. Diese Einrichtungen erhalten Bundesbeiträge aufgrund des Bundesgesetzes über die Leistungen des Bundes für den Straf- und Massnahmenvollzug und des Gesetzes über die Invalidenversicherung. Vom Kanton anerkannt und subventioniert werden sie gemäss dem Gesetz vom 20. Mai 1986 für Hilfe an Sonderheime für Behinderte oder Schwererziehbare.

#### **2. INTERKANTONALE ZUSAMMENARBEIT**

Das Netz dieser Einrichtungen ist genügend ausgebaut, um die meisten behinderten oder gefährdeten Personen mit Wohnsitz im Kanton Freiburg aufnehmen zu können. Dennoch kann es dem Bedarf nach bestimmten Platzierungen, die angezeigt wären, nicht entsprechen. Zum Beispiel gibt es keine Institution für blinde oder sehbehinderte Personen, keine Beobachtungszentren, keine Arbeitserziehungshäuser oder Erziehungshäuser für den Vollzug straf- oder zivilrechtlicher Massnahmen. Bei einem solchen Bedarf muss auf die Dienstleistungen von Institutionen anderer Kantone zurückgegriffen werden. Die geografische Anordnung der Waadtländer und der Freiburger Broye begünstigte eine Aufteilung der Aufgaben und Zuständigkeiten auf die Institutionen dieser Region und eine interkantonale Zusammenarbeit, die vom Grundsatz ausgeht, dass das Kind der seinem Wohnort nächstgelegenen geeigneten Einrichtung anvertraut werden muss. So nehmen die Sonderschulen von Payerne, Estavayer-le-Lac und Yverdon-les-Bains Waadtländer und Freiburger Kinder je nach ihrer spezifischen Ausrichtung auf. Eine solche Zusammenarbeit besteht auch zwischen dem Greizerbezirk und dem Pays-d'Enhaut

und erstreckt sich ferner auf die Beherbergung erwachsener Behinderter und deren Beschäftigung in Werkstätten. Die Dienstleistungen von Einrichtungen anderer Kantone werden auch beigezogen, wenn die unterzubringende Person aus ihrem gewohnten Lebensumfeld herausgenommen werden muss, weil sie sich in einem Milieu von delinquenten oder drogenabhängigen Personen bewegt. Die Einrichtungen der Deutschschweizer Kantone und insbesondere diejenigen des Kantons Bern werden ebenfalls beansprucht, um Kinder mit sensorischen Behinderungen unterzubringen oder wenn die geeignete Einrichtung nicht zweisprachig ist oder eine solche für deutschsprachige Freiburger nicht besteht. Schliesslich leben rund zwanzig behinderte Personen seit mehreren Jahrzehnten in Institutionen anderer Kantone (Fondation Eben-Hézer, Lausanne, Institution de Lavigny, Centre médico-éducatif L'Espérance, Etoy, Stiftung Bernaville, Schwarzenburg), weil es im Kanton Freiburg keine Einrichtung gab, wenn es darum ging, eine spezialisierte Betreuungsstätte für sie zu finden. Nachdem sie seit langem in ein und dieselbe Lebensstätte integriert sind, können diese Personen nicht mehr an einen anderen Ort verpflanzt werden.

Die Freiburger Einrichtungen nehmen ihrerseits Personen aus anderen Kantonen auf, da sie spezifische Leistungen anbieten, zu bestimmten Zeiten über freie Plätze verfügen oder an der Grenze zu anderen Kantonen liegen.

### **3. BESTEHENDE INTERKANTONALE VEREINBARUNGEN**

#### **3.1 Westschweizer Interkantonale Vereinbarung**

Aufgrund der Tatsache, dass Sondereinrichtungen Personen verschiedener Herkunft aufnehmen, erarbeiteten und unterzeichneten die Kantone Freiburg, Waadt, Wallis, Neuenburg, Genf, Bern (französischsprachiger Kantonsanteil) und später auch der Kanton Jura eine Interkantonale Vereinbarung, die am 1. Januar 1976 in Kraft trat. Diese Vereinbarung bezweckte die Verständigung darüber, wie die Finanzlasten aus Platzierungen ausserhalb des Wohnkantons gedeckt werden. Auch zielte sie darauf hin, Streitfälle unter den Einrichtungen mehrerer Kantone zu regeln, die dann auftraten, wenn Platzierungen ohne eine vorgängige Vereinbarung der Finanzierungsmodalitäten organisiert worden waren.

#### **3.2 Interkantonale Vereinbarung der Nordwestschweiz**

In Anlehnung an die Praxis und die Erfahrung der Westschweizer Kantone schlossen die Kantone der Nordwestschweiz (Aargau, Basel-Stadt, Basel-Land, Bern, Luzern, Solothurn und Freiburg) eine ähnliche Vereinbarung ab, die am 1. Januar 1981 in Kraft trat.

#### **3.3 Interkantonale Heimvereinbarung (IHV)**

Nach mehreren Jahren des Verhandeln traten alle Kantone ausser Schaffhausen und Graubünden der so genannten «Heimvereinbarung» vom 2. Februar 1984 bei. Diese Vereinbarung trat am 1. Januar 1987 in Kraft.

### **4. INTERKANTONALE VEREINBARUNG FÜR SOZIALE EINRICHTUNGEN (IVSE)**

Die Heimvereinbarung (IHV) erwies sich als pragmatisches Instrument für die Bestimmung des Betriebskos-

tenüberschusses und um die Zahlungen des Wohnkantons an den Kanton zu gewährleisten, in dem die betreffende Person untergebracht wird. Jedoch eignet sich die IHV nicht für die Einführung neuer Methoden der Führung von Institutionen: Pauschaltarife und Leistungsaufträge statt des Defizitdeckungsprinzips, geforderte Planung und Qualitätszertifizierung der Leistungen. Der Geltungsbereich der IHV umfasst nur zwei Bereiche: er betrifft zum einen die Minderjährigen, das heisst die Sonderschulen und Erziehungsheime, und zum anderen die Erwachsenen, das heisst die Wohnheime und Werkstätten. Von der IHV nicht erfasst werden die Einrichtungen für Suchttherapie.

Aus diesen Gründen beschloss die Konferenz der kantonalen Sozialdirektorinnen und Sozialdirektoren (Sozialdirektorenkonferenz, SODK) eine Revision der IHV. Sie beauftragte ihr Generalsekretariat mit der Bildung einer Arbeitsgruppe und der Befragung von Sachverständigen. Nach Vorarbeiten, die sich über mehrere Jahre erstreckten, schickte sie 1996 einen ersten Entwurf der revidierten Vereinbarung bei den Kantonen in die Vernehmlassung. Dieser sehr umstrittene Entwurf führte zu einer neuen Fassung, die von der Konferenz an deren Sitzung vom 13. Dezember 2002 verabschiedet wurde, um den Kantonen zum Beitrittsverfahren unterbreitet zu werden.

### **5. DIE WESENTLICHEN NEUERUNGEN DER INTERKANTONALEN VEREINBARUNG FÜR SOZIALE EINRICHTUNGEN (IVSE)**

#### **5.1 Transparenz und Vereinfachung**

In der Verrechnung des Tagespreises kann die Einrichtung auf zweierlei Art vorgehen:

- Sie verrechnet einen aufgrund der Budgetvorhersagen bestimmten Vorschuss auf den Tagespreis und legt am Ende des Geschäftsjahres eine Schlussabrechnung zwecks Deckung des Kostenüberschusses vor. Die IHV sieht nur diese Möglichkeit vor;

oder

- Sie verrechnet eine Tagespauschale, ohne eine Schlussabrechnung vorlegen zu müssen. Diese Vorgehensweise vereinfacht die Verwaltung und erspart den Kantonen den Austausch von Schlussabrechnungen und die Versendung zusätzlicher Rechnungen.

Mit der Einführung von im Voraus festgelegten Pauschalen wird ein Preis/Leistungsvergleich ermöglicht und die Budgetierung für die Nachfrager erheblich erleichtert. Die einzelnen Modalitäten werden in Leistungsverträgen vereinbart.

#### **5.2 Planung und Qualitätserfordernisse**

Die Kantone setzen nur jene Institutionen auf die Liste der Einrichtungen der IVSE, die sie anerkennen und die in der Lage sind, Qualitätsleistungen zu gewährleisten.

#### **5.3 Einbezug der Suchttherapie-Einrichtungen**

Infolge eines Entscheids des Eidgenössischen Versicherungsgerichts erhalten die Einrichtungen für stationäre Suchttherapie und die soziale und berufliche Wiedereingliederung drogen- oder alkoholabhängiger Personen nur

noch für invalid gewordene Personen Beiträge der Invalidenversicherung. Wegen der substanziellen Senkung der Bundesbeiträge ist ihre Finanzierung prekär geworden. Dies bewog das Bundesamt für Gesundheit, ein neues Finanzierungsmodell für diese Einrichtungen auszuarbeiten, das Modell FiSu (Finanzierung der Suchttherapie). Die Suchttherapie-Einrichtungen sollen neu in die revidierte Vereinbarung aufgenommen werden.

#### 5.4 Geltungsbereich

Der Geltungsbereich der IVSE umfasst Einrichtungen in den folgenden vier Bereichen:

- Bereich A: Stationäre Einrichtungen für Minderjährige (Sonderschulen mit Internat, Erziehungsheime);
- Bereich B: Einrichtungen für behinderte Erwachsene (Wohnheime, geschützte Werkstätten, Beschäftigungswerkstätten);
- Bereich C: stationäre Einrichtungen für Suchttherapie und Rehabilitation; diese befassen sich mit der Beherbergung, Beschäftigung, sozialen und beruflichen Wiedereingliederung drogen- und alkoholabhängiger Personen;
- Bereich D: Sonderschulen ohne Internat (Externate).

Die Zusammenarbeit zwischen Freiburg und den übrigen Kantonen auf dem Gebiet der institutionellen Unterbringung minderjähriger und erwachsener Personen erstreckt sich auf alle diese vier Bereiche. Der Beitritt des Kantons Freiburg für alle unter Artikel 2 der Vereinbarung aufgeführten Bereichen ist daher gerechtfertigt.

#### 6. MASSNAHMEN IM HINBLICK AUF DIE NEUGESTALTUNG DES FINANZAUSGLEICHS ZWISCHEN BUND UND KANTONEN (NFA)

Im Bundesgesetz über den Finanzausgleich werden die für die interkantonale Zusammenarbeit vorgesehenen Aufgabenbereiche abschliessend aufgeführt. Zu diesen Aufgabenbereichen gehören sowohl der Straf- und Massnahmenvollzug als auch die Institutionen zur Betreuung und Förderung von erwachsenen und minderjährigen Invaliden.

Die IVSE regelt implizit den Transfer der Sonderschulfiananzierung und der Finanzierung des Baus und Betriebs von Wohnheimen, Werkstätten und Institutionen, die Eingliederungsmassnahmen im Sinne von Artikel 73 IV anwenden, an die Kantone.

#### 6.1 Bau und Betrieb von Wohnheimen, Werkstätten und Institutionen für Eingliederungsmassnahmen

Da sich die Invalidenversicherung aus diesem Bereich zurückzieht, haben die Kantone folgende Anforderungen zu erfüllen:

- Sie erarbeiten innert höchstens drei Jahren nach Einführung des neuen Finanzausgleichs ein rechtsverbindliches Konzept mit Angaben zum Bedarf, zur Qualität und zum Betrieb ihrer Institutionen;
- Sie stellen der behinderten Person eine geeignete Hilfe und Betreuung sicher;

- Sie lassen ihr Konzept im Hinblick auf dessen Genehmigung durch den Bundesrat von einem spezialisierten Organ begutachten;
- Sie unterstützen die Eingliederung behinderter Personen;
- Sie erlassen gesetzliche Vorschriften auf dem Gebiet der Planung, der Finanzierung, der Qualitätssicherung, der Aufsicht und des Rechtsschutzes;
- Sie unterstellen ihre Einrichtungen der Kontrolle des Bundes.

#### 6.2 Sonderschulen

Der neue Finanzausgleich zielt auf die Kantonalisierung der Sonderschulen hin, um damit die Durchlässigkeit zur Normalschule und so die Integration der Sonderschüler in das kantonale Schulsystem zu verbessern.

### 7. ERLÄUTERUNG DER ARTIKEL

#### 7.1 Präambel

Das Wohl der Person in einer Einrichtung ist die oberste Leitlinie. Die Mobilität hat stark zugenommen und sie nimmt weiterhin zu. Die Präambel drückt aus, dass Kantonsgrenzen kein Hindernis für ein optimales sozialtherapeutisches/sozialpädagogisches Eingliederungs- oder Rehabilitationsangebot und dessen Nutzung sein dürfen. Gerade bei Suchttherapie-Einrichtungen ist das Verlassen des Umfeldes oftmals von zentraler Bedeutung.

Die Kantone sind von unterschiedlicher Grösse. Kleinere Kantone können sich kaum spezialisierte Angebote z.B. im Bereich für erwachsene Behinderte oder straffällige Kinder und Jugendliche leisten. Es wäre zudem finanziell unvernünftig, wollte jeder Kanton selbst ein umfassendes Angebot aufbauen.

Eine Zusammenarbeit kann nur funktionieren, wenn faire Regeln für die gegenseitige Kostenübernahme aufgestellt und eingehalten werden.

Die IVSE ist von der SODK (Sozialdirektorenkonferenz) als federführender Instanz sowie von den beiden ebenfalls fachlich zuständigen Direktorenkonferenzen SDK (Sanitätsdirektorenkonferenz) und KKJPD (Justizdirektorenkonferenz) genehmigt worden. Von der EDK (Erziehungsdirektorenkonferenz) liegt bislang keine Zustimmung vor. Die Konferenz der Kantonsregierungen hat der IVSE am 13. Dezember 2002 ohne Gegenstimme zugestimmt und den Kantonen den vollzähligen Beitritt empfohlen.

Die SODK ist die tragende Konferenz der IVSE, die EDK, die KKJPD und die SDK sind die für ihren Bereich jeweils zuständigen Fachkonferenzen.

#### 7.2 Allgemeine Bestimmungen

##### Art. 1 Abs. 1

Die IVSE regelt wie schon die IHV die Aussenbeziehungen zwischen den Kantonen. Wie der Kanton sich im Innern organisiert, ist seine Angelegenheit.

##### Art. 1 Abs. 2

Die Heimlandschaft, welche die IVSE unter ihrem Dache beherbergt, ist äusserst facettenreich. Eine zentralisti-

sche, detailliert vorgeschriebene Planung müsste zwangsläufig scheitern. Deshalb soll die Planung von unten nach oben aufgebaut sein. Primär sind die einzelnen Kantone auf ihrem Territorium zuständig. Sie arbeiten auf der zweiten Stufe innerhalb der vier Regionen der IVSE zusammen. Auf schweizerischer Ebene, der dritten Stufe, verbleibt dann als Aufgabe der IVSE die Abstimmung des Angebots zwischen den Regionen.

Die Abstimmung der Angebote stellt die flexible Version einer Planung dar. Die IVSE will nicht zentralistisch vorschreiben, wie eine Planung auszusehen hat, sondern ermöglichen, dass die Abstimmung gezielt erfolgt und die Angebote optimiert werden. Die Angebote der Einrichtungen der einzelnen Kantone sind sehr verschieden. Aus diesem Grund braucht es eine enge Zusammenarbeit über die Kantonsgrenzen hinweg und insbesondere die gegenseitige Absprache über die Eröffnung oder Schliessung von Institutionen.

Die Abstimmung der Angebote soll in den IVSE-Regionen stattfinden. Die Region entscheidet selbst, wie sie diesen Prozess gestalten will. Der Vorstand der Vereinbarungskonferenz kann mit Hilfe von Empfehlungen den Prozess gesamtschweizerisch koordinieren und kanalisieren.

Die Abstimmung der Angebote zwischen den Regionen schliesslich ist, dem Subsidiaritätsprinzip folgend, Sache des Vorstandes der VK der IVSE.

Für die Institutionen der Bereiche B und C der IVSE verlangt die IV von den Kantonen bereits heute eine Planung sowie ein beim BSV akkreditiertes Qualitätsmanagement-System. Die Abstimmung der Angebote in diesen Bereichen wird mit den Planungen des BSV, die neu im Rahmen der 4. IVG-Revision auch ihre gesetzliche Grundlage erhalten sollen, zu koordinieren sein. Das Gleiche gilt für die Heime und Einrichtungen des Straf- und Massnahmenvollzuges, welche ebenfalls Planungen auf Grund des LSMG (Bundesgesetz vom 5. Okt. 84 über die Leistungen des Bundes für den Straf- und Massnahmenvollzug) und bestimmten Qualitätserfordernissen des Bundesamtes für Justiz unterliegen.

Im Bereich D, Sonderschulen, bestehen schon heute regionale Absprachen und eine Koordination im Rahmen von Schulkonzepten. Soweit solche vorhanden sind, wird zu prüfen sein, ob sie den Anforderungen der IVSE genügen.

#### **Art. 2 Abs. 1**      *Buchstabe A*

Der Buchstabe A umfasst die Kinder- und Jugendheime ohne die externen Sonderschulen und Institutionen der Sucht-Therapie und -Rehabilitation. Sonderschulheime sind unter A oder D, reine Sonderschulexternate, also Sonderschulen ohne Heimteil, jedoch nur unter D aufzuführen.

Die Massnahme kann auch über das vollendete 18. Altersjahr hinaus (Erreichen der Volljährigkeit) bis zum 20. Altersjahr gelten. Wie bis anhin kann es Einzelfälle geben, wo die Massnahme sogar über das vollendete 20. Altersjahr hinaus andauert. Im Einvernehmen zwischen den beiden betroffenen Kantonen soll es weiterhin möglich sein, eine Massnahme auch in diesem Fall zu Ende zu führen. Im Jugendstrafrechtsbereich liegt die Grenze beim vollendeten 25. Altersjahr.

Der oder die Jugendliche muss vor Beginn der Volljährigkeit eingetreten oder untergebracht worden sein.

#### **Art. 2 Abs. 1**      *Buchstabe B*

Leistungen im Sinne der beruflichen Eingliederung fallen nicht unter die IVSE. Die IV hat für diese Kosten voll aufzukommen.

#### **Art. 2 Abs. 1**      *Buchstabe C*

Die Aufnahme der stationären Einrichtungen für Sucht-Therapie und -Rehabilitation ist eine dringliche Notwendigkeit. Heute findet sich erst ein Bruchteil der Einrichtungen und nur bei einzelnen Kantonen auf der Liste. Im Suchtbereich richtet die IV heute ihre kollektiven Leistungen nur aufgrund eines Anspruchs auf Entschädigungen oder der Invalidität der Person aus. Damit besteht eine Finanzierungs-Lücke, die durch eine neue Verteilung der Kosten, (stärkere Belastung von Kantonen und Gemeinden) aufgefüllt werden muss. Viele auch qualitativ gute Institutionen sind in ihrer Existenz gefährdet. Aus diesem Grund und um den interkantonalen Transfer zu erleichtern, ist das spezielle Finanzierungsmodell FiSu geprüft worden. Die IVSE lässt für die Sucht-Therapieeinrichtungen jedoch drei Möglichkeiten offen:

- eine Vergütung nach dem Modell FiSu
- eine Vergütung nach einer anders vereinbarten Pauschale
- eine Vergütung nach dem Defizitdeckungsprinzip, von dem über kurz oder lang wegzukommen ist.

Es wird hier eine Konkurrenz der Systeme geben. Die am besten geeignete Methode wird die anderen wohl sukzessive verdrängen.

#### **Art. 2 Abs. 1**      *Buchstabe D*

Dieser Bereich ist für die Sonderschulen im Sinne der IV-Sonderschulung bestimmt. Sonderschulen werden als Externate, Internate oder als gemischte Einrichtungen geführt. Der neue Bereich D ist vorwiegend für Externate bestimmt. Diese waren von einigen Kantonen entgegen dem Wortlaut der IHV schon bisher auf den Listen der Institutionen aufgeführt worden. Gemischte Sonderschuleinrichtungen mit Internat und Externat können in der IVSE in den Bereichen A oder D aufgeführt werden, je nach Schwerpunkt der Einrichtung.

#### **Art. 2 Abs. 2**

Diese Generalklausel bevollmächtigt die Vereinbarungskonferenz (VK), weitere Institutionstypen aufzunehmen. Hierfür ist ein Plenumsentscheid nötig, der von zwei Dritteln der an der Sitzung der VK anwesenden Regierungsräten bzw. Regierungsrätinnen gefällt wird. Aus Termingründen kann auch eine schriftliche Abstimmung erfolgen. In diesem Falle müssen mindestens zwei Drittel aller VK-Mitglieder zustimmen. Die Hürde für die Aufnahme einer weiteren Gruppe von Einrichtungen ist somit relativ hoch.

#### **Art. 2 Abs. 3**

Für den Beitritt sollen keine einschränkenden Bedingungen gestellt werden, indem ein Beitrittskanton wie bei der IHV zuerst einen Basisbereich zu unterzeichnen hätte, bevor er weiteren Bereichen beitreten dürfte. Jeder Kanton soll selbst die Einrichtungstypen bestimmen können, auf die er die Vereinbarung anwenden will.

### **Art. 3**

Hier wurde eine Negativ-Aufzählung gewählt, damit der Spielraum für die allfällige Aufnahme weiterer Einrichtungstypen möglichst breit wird.

Der Begriff der «medizinisch geleiteten» Einrichtungen meint Betriebe, die auf einer Spitalliste sind oder bei Erfüllung der vom KVG vorgeschriebenen Voraussetzungen auf diese zu setzen wären. Abteilungen innerhalb einer medizinisch geleiteten Einrichtung, die IV-Kollektivbeiträge erhalten, die organisatorisch eigenständig sind, eine eigene Rechnung führen und Leistungen im Sinne der IVSE erbringen, können dem Geltungsbereich der IVSE unterstellt werden.

### **Art. 4 d) Wohnkanton**

Wesentlich ist hier, dass die IVSE wie schon die IHV auf dem Begriff des zivilrechtlichen Wohnsitzes beruht. Leistungsschuldner ist der zivilrechtliche Wohnkanton. Es handelt sich um den in der Schweiz üblichen Wohnsitzbegriff. Der Unterstützungswohnsitz wurde bewusst nicht gewählt, weil es sich bei der Leistungsabgeltung mit Ausnahme des Beitrages der Unterhaltspflichtigen um eine Abgeltung handelt, die nicht über die Sozialhilfe geltend gemacht werden kann und somit auch nicht der Rückerstattungspflicht unterliegt.

In bestimmten Fällen kann der zivilrechtliche Wohnsitz, der die Grundlage für die IVSE bildet, vom unterstützungsrechtlichen Wohnsitz abweichen. So bleibt der Unterstützungswohnsitz nach Artikel 7 Abs. 3 Buchstabe c ZUG in jener Gemeinde, in der das unmündige Kind unmittelbar vor der Fremdplatzierung gemeinsam mit den Eltern oder einem Elternteil gelebt hat.

Am 1.1.1988 wurde das ZGB revidiert und der Artikel 25 wie folgt redigiert: «Als Wohnsitz des Kindes unter elterlicher Gewalt gilt der Wohnsitz der Eltern oder, wenn die Eltern keinen gemeinsamen Wohnsitz haben, der Wohnsitz des Elternteils, unter dessen Obhut das Kind steht; in den übrigen Fällen gilt sein Aufenthaltsort als Wohnsitz.» Für die «übrigen Fälle» würde dies bedeuten, dass der Trägerkanton die Kosten trägt, was nicht dem Sinn und Geist der IVSE entspricht. Es dürfte sich jedoch um eine so kleine Anzahl Fälle handeln, dass sich die Schaffung einer Ausnahmeregelung nicht rechtfertigt.

Im Rahmen der Revision des Scheidungsrechtes können seit dem 1. Januar 2000 nicht verheiratete oder geschiedene Eltern unter bestimmten Voraussetzungen gemeinsam die elterliche Sorge ausüben. Damit werden verschiedene Lösungen in Bezug auf den zivilrechtlichen Wohnsitz möglich.

### **Art. 4 e) Trägerkanton**

Neu ist der Begriff «Trägerkanton». Dabei handelt es sich in den meisten Fällen um den Standortkanton der Institution. Er schliesst zusätzlich jene Einrichtungen mit ein, in denen die unternehmerische und finanzielle Herrschaft in einem andern Kanton ausgeübt wird. Eine vom Standort der Einrichtung abweichende Zuständigkeit kann zwischen den betroffenen Kantonen vereinbart werden. Diese Vereinbarung ist dem Sekretariat der IVSE mitzuteilen. Wird nichts vereinbart ist der Standortkanton Trägerkanton.

Der Trägerkanton ist zuständig für die Subventionierung, die Planung in Bezug auf seinen Kanton, die Qualität und die Kontrolle über die wirtschaftliche Betriebsführung.

Dem Standortkanton obliegt die ortspolizeiliche Aufsicht (Gesundheitspolizei, Feuerpolizei, Gewerbepolizei). Er ist überdies zuständig für die Auflage bzw. Gewährung einer Betriebsbewilligung sowohl im Sinne der Bewilligungserteilung und -überprüfung gemäss eidgenössischem (Pflegekinderverordnung) als auch einer solchen nach kantonalem Recht.

### **Art. 4 f) Einrichtung**

Der Begriff «Einrichtung» im weiteren Sinne umfasst auch die Heime und entspricht dem französischen Ausdruck «institution».

### **Art. 4 g) Richtlinie**

Die Richtlinie stellt einen Ausführungserlass mit zwingendem Charakter zur IVSE dar.

Im Sinne einer einheitlichen Sprachregelung ist in der Vereinbarung von «Person» die Rede, es sei denn, der spezifische Zusammenhang der Bestimmung erfordere eine konkretere Bezeichnung wie «Jugendlicher», «Erwachsener» etc. Gemeint ist immer die Person, die in den Genuss von Leistungen einer Einrichtung dieser Vereinbarung kommt. «Person» steht somit in der Regel als Synonym für «Behinderte/er», «Betreute/r», «Insasse/in», «Jugendliche/er», «Kind», «Klient/in», «Patient/in», «Pensionär/in», «Sonderschüler/in», «Suchtabhängige/r», «Untergebrachte/r», «Erwachsene/r», «Zögling» und andere mehr. Auch gilt der Ausdruck «Person» für beide Geschlechter.

### **Art. 5 Abs. 1**

Bei spezialisierten Einrichtungen für Erwachsene mit einer Behinderung kommt es oft vor, dass Personen aus anderen Kantonen in der Einrichtung wohnen und beabsichtigen, dort auch dauernd zu verbleiben. Sie können, sofern sie handlungsfähig sind, in der Regel auch ihre Schriften in der entsprechenden Gemeinde deponieren.

Die IVSE will wie die IHV den Kantonen mit einer solchen Einrichtung einen Schutz vor zu grossen Aufwendungen bieten. Damit soll auch erreicht werden, dass solche Kantone nicht finanziell bestraft werden und dass die interkantonale Angebotsöffnung nicht eingeschränkt wird. Deshalb soll der bisherige Wohnkanton weiterhin für allfällige Defizite aufkommen müssen. Für die betroffene Person hat dies keine Auswirkungen. Sie kann in der neuen Gemeinde ohne weiteres Wohnsitz nehmen.

### **Art. 5 Abs. 2**

Wie für die Regelschule gilt auch bei der Sonderschule das Aufenthaltsprinzip.

## **7.3 Organisation**

### **Art. 6 Abs. 1 und 2**

Die Vereinbarungskonferenz (VK) ist das oberste Organ der IVSE. Sie ist für den Vollzug der IVSE verantwortlich.

### **Art. 6 Abs. 3 und 4**

Die Zusammenarbeit mit den zuständigen Fachkonferenzen ist in verschiedener Hinsicht von Bedeutung. Einmal gilt es ihre Kompetenzen zu respektieren. Zum andern verfügt die Fachkonferenz meist über spezielles Wissen.

Die Finanzdirektorenkonferenz (FDK) als für die Querschnittsaufgabe «Finanzen» zuständig gehört nicht zu den Fachkonferenzen der IVSE. Während die Zusammenarbeit mit den zuständigen Fachkonferenzen in Absatz 4 genau definiert wird, wird die FDK immer dann konsultiert, wenn es um Finanzfragen geht.

#### **Art. 7 Abs. 1**

Zu erwähnen ist, dass auch die Regionalkonferenzen als Organe der IVSE definiert sind. Den Regionalkonferenzen kommt bereits im Rahmen der IHV eine grosse Bedeutung in der Zusammenarbeit zu. Im Rahmen der Abstimmung der Angebote werden sie in der IVSE mit neuen wichtigen Aufgaben betraut.

#### **Art. 7 Abs. 2**

Diese Regeln gelten für alle Organe.

#### **Art. 8**

Eine Ausdehnung auf weitere Bereiche kann nur in Frage kommen, wenn für einen weiteren Bereich (z.B. Frauenhäuser oder Beratungsstellen nach OHG) ein separates Abkommen unter einer Anzahl interessierter Kantone zumindest im Entwurf zustande kommt. Aus Gründen der Synergie und der Transparenz sollen Strukturen der IVSE verwendet werden können (z.B. die Verbindungsstellen). Die inhaltlichen Regelungen müssen jedoch explizit vereinbart werden.

Da es sich formell um eine von den Kantonen an die VK delegierte Zuständigkeit zur begrenzten Änderung des Vertrages handelt, ist hierfür eine Zweidrittelmehrheit vorgesehen.

#### **Art. 9 Abs. 1**

Der Vorstand der VK soll das aktiv führende Exekutivorgan darstellen, weshalb ihm ein umfangreicher Aufgabenkatalog mit entsprechender Kompetenzfülle vorgegeben wird. Er verfügt über eine Generalkompetenz für alle Entscheide, die nicht in die Zuständigkeit eines andern Organs fallen.

Der Vorstand der VK wacht darüber, dass die betroffenen schweizerischen Fachorganisationen zu den Entwicklungsarbeiten der IVSE angemessen beigezogen werden.

#### **Art. 9 Abs. 1 Bst. f**

Die Verweigerung der Aufnahme einer Einrichtung auf die Liste oder deren Streichung ist eine schwerwiegende Massnahme. Zu dieser Sanktion wird nur in seltenen Fällen gegriffen. Ein Antrag der Schweizerischen Konferenz der Verbindungsstellen (mit vorherigem Antrag der betroffenen Regionalkonferenz an die SKV) ist deshalb nötig, weil er von den «Frontleuten» kommen muss, welche die Situation an Ort und Stelle kennen. Eine solche Massnahme würde de facto erst nach erfolgloser Schlichtung und nach Gesprächen auf politischer Ebene möglich. Sie ist aber nötig, um allfällige Verstösse gegen die IVSE sanktionieren zu können.

#### **Art. 9 Abs. 1 Bst. g**

Die Richtlinien für den Bereich C können erst nach Vorliegen eines von den Kantonen akzeptierten Finanzierungsmodells (FiSu = Finanzierung der Suchttherapien) beschlossen werden. Bis es soweit ist, stehen den Sucht-

therapie-Einrichtungen die gleichen Methoden (Pauschalen oder Defizitdeckung) wie für die andern Bereiche der IVSE zur Verfügung.

Beim Inkrafttreten der IVSE werden die Richtlinien (Vorbehalt Richtlinie C) in einer ersten Fassung vorhanden sein. Deren Weiterentwicklung wird dann Sache des Vorstandes der VK sein.

#### **Art. 9 Abs. 1 Bst. h**

Obwohl Empfehlungen keinen zwingenden Charakter haben, werden sie von den Kantonen meist gut befolgt und haben somit eine entsprechende Bedeutung. Es kann jedoch rein technische oder regional begrenzte Empfehlungen geben, die auch von andern Organen erlassen werden können.

#### **Art. 9 Abs. 1 Bst. i**

Die Abstimmung der Angebote hat immer stufengerecht zu erfolgen. Die regionale Abstimmung kann nur zwischen den Kantonen einer Region erfolgen. Die interregionale Abstimmung ist Sache der VK.

#### **Art. 9 Abs. 2**

Die Anwesenheit des Präsidenten der SKV (Schweizerische Konferenz der Verbindungsstellen) ist deshalb wichtig, weil die IVSE auf der engen Verbindung zwischen der SKV als Fachorgan und dem Vorstand der VK als politischem Organ beruht.

#### **Art. 10 und 11**

Diese beiden Artikel regeln nur das absolut Nötige, da sie die kantonale Organisationshoheit berühren.

#### **Art. 10**

Der Kanton bezeichnet eine einzige Verbindungsstelle.

#### **Art. 11**

Dieser Artikel stellt den minimalen Aufgabenkatalog der Verbindungsstelle dar. Jeder Kanton ist frei, der Verbindungsstelle weitere Pflichten zuzuordnen. Von grossem Vorteil ist es, wenn das Aufgabengebiet der Verbindungsstelle im Heimbereich IVSE angesiedelt ist, weil dadurch Synergien sowohl für den Kanton wie für die Arbeit der IVSE entstehen. Von Bedeutung ist eine regelmässige Instruktion der Verbindungsstellen, sowohl durch den Kanton wie auch durch die SKV.

#### **Art. 12 und 13**

Die Regionalkonferenz soll die Probleme ihrer Region soweit als möglich selbst lösen, bevor sie sie auf die interregionale Ebene trägt. Namentlich sorgt die Regionalkonferenz für die Abstimmung der Angebote in ihrer Region (Koordination, Planung). Die Regionalkonferenz umfasst sämtliche Verbindungsstellen einer Region. Eine Verbindungsstelle kann auch mehr als einer Regionalkonferenz angehören. Die Kompetenz für die Schaffung von Regionen liegt beim Vorstand der VK (Art. 9 Absatz 1 Buchstabe e).

Soweit sich die Pflichten der Regionalkonferenz aus der Vereinbarung ergeben, erlässt die Vereinbarungskonferenz die nötigen Reglemente. Im Übrigen konstituieren sich die Regionalkonferenzen selbst. Die Kosten werden

grundsätzlich von den betroffenen Kantonen übernommen.

#### **Art. 13**

Die Regionalkonferenz erhält als Organ der IVSE einen klaren Auftrag. Alle Anträge an den Vorstand der VK erfolgen über die SKV.

#### **Art. 14**

Die SKV ist das Fachgremium der IVSE. Sie erarbeitet Bericht und Antrag zu allen Aufgaben des Vorstandes der VK gemäss Artikel 9.

Die Regionen entsenden je zwei Vertretungen in die SKV. Nur eine Vertretung würde eine zu schmale Repräsentativität bilden, da die drei Sprachregionen deutsch, französisch und italienisch angemessen zu berücksichtigen sind. Dazu kommen die natürlichen Interessenunterschiede zwischen bevölkerungsreichen eher städtischen und bevölkerungsarmen eher ländlichen Kantonen. Vertreten sein sollen sowohl an Einrichtungen reiche, als auch institutionsarme Kantone.

Es steht der SKV frei, periodisch oder nach Bedarf eine Zusammenkunft aller Verbindungsstellen zu Zwecken der Information und des Austausches durchzuführen.

#### **Art. 15**

In der IVSE erhält die SKV einen klaren und recht umfassenden Auftrag. Sie wird damit ein wichtiges und bezüglich der Verbindungsstellen führendes Organ.

#### **Art. 17 Abs. 1**

Das Zentralsekretariat der SODK ist auf Grund der Struktur der IVSE prädestiniert, deren Geschäfte zu führen. Es geht dabei um die Dossiers auf gesamtschweizerischer Ebene, soweit sie von der IVSE zu besorgen sind. Es darf nicht vergessen werden, dass die Kantone in wesentlichem Umfang ebenfalls Geschäfte der IVSE erledigen.

#### **Art. 17 Abs. 2**

Das Zentralsekretariat der SODK wird das Sekretariat der VK, des Vorstandes der VK und der SKV sowie von Ad-hoc-Arbeitsgruppen führen. Dadurch ist die Koordination gewährleistet, Synergien können genutzt werden und Erfahrung und Wissen können sich kumulieren. Zudem steht es als Schlichtungsstelle zur Verfügung.

#### **Art. 17 Abs. 3**

Das einfache Verfahren der IHV hat sich insgesamt bewährt. Es geht hier ausschliesslich um strittige Fragen zwischen den Kantonen.

Obwohl im Vereinbarungstext nicht ausdrücklich festgehalten, ist davon auszugehen, dass alle Möglichkeiten der Schlichtung vor der Ergreifung des Rechtsweges nach Artikel 35 ausgeschöpft werden sollen. Dieser Akt sollte erfolgen, bevor eine formelle Verfügung erlassen wird, da die Beschwerdefrist mit dem Datum derselben zu laufen beginnt. Das Schlichtungsverfahren und der formelle Rechtsweg sind zwei voneinander völlig getrennte und unabhängige Vorgänge. Das Schlichtungsverfahren stellt ein kostenloses oder zumindest kostengünstiges freundschaftliches Instrument dar.

#### **Art. 18 Abs. 1**

Heute übernimmt die SODK die Kosten der Geschäftsführung der IHV im Rahmen ihres Sekretariates. Neu hinzukommen die zusätzlichen Aufwendungen im Zusammenhang mit den neuen Aufgaben der ISVE.

### **7.4 Kostenübernahmegarantie und Leistungsabteilung**

#### **Art. 19 Abs. 1**

Der präzisere Begriff «Kostenübernahmegarantie» wurde anstelle des bisherigen Ausdrucks «Kostengutsprache» gewählt.

Die Kostenübernahmegarantie garantiert den Betrag der Leistungsabteilung.

#### **Art. 19 Abs. 2**

Schuldner ist wie bisher nicht der Kanton sondern die «zahlungspflichtigen Stellen und Personen» des Wohnkantons. Die Institution stellt diesen nach wie vor Rechnung.

Der Beitrag Unterhaltspflichtiger als Teil der Leistungsabteilung kann im Falle von Zahlungsunfähigkeit des Unterhaltspflichtigen von der Sozialhilfe übernommen werden.

#### **Art. 20 und 21**

Die Leistungsabteilung wird bezüglich der Eckwerte in den Artikeln 20 und 21, bezüglich der Feinheiten in den Richtlinien festgelegt.

Der anrechenbare Nettoaufwand entspricht den vollen Kosten für die Leistungserstellung abzüglich der erwirtschafteten Erträge aus dem Betrieb, den Kapitalerträgen sowie den für den Betrieb bestimmten freiwilligen Zuwendungen. Nicht abgezogen werden dürfen kollektive oder individuelle Beiträge der öffentlichen Hand (Bund, Kantone, Gemeinden).

#### **Art. 22**

Die Leistungsabteilung setzt sich aus einem Subventionsteil und dem Beitrag der Unterhaltspflichtigen zusammen. Der Beitrag der Unterhaltspflichtigen, und nur dieser, kann im Fall von Zahlungsunfähigkeit von der Sozialhilfe übernommen werden.

Die kantonale Tarifhoheit soll nach Möglichkeit respektiert werden. Im Rahmen des interkantonalen Austausches ist die Festlegung eines Betrages innerhalb einer bestimmten Bandbreite jedoch unerlässlich, weil gemäss Absatz 2 nicht geleistete Beiträge der Unterhaltspflichtigen der Sozialhilfe belastet werden können. Wenn dies nicht wäre, könnte die Vereinbarung durch sehr hohe Beiträge der Unterhaltspflichtigen ausgehöhlt werden, und die Idee der IHV sowie der IVSE, einander Beiträge zu vergüten, die Subventions- und nicht Sozialhilfekarakter haben, würde verlassen. Sozialhilfeleistungen unterliegen bekanntlich der Rückerstattungspflicht. Zudem können die Beträge gegebenenfalls vom Wohnkanton beim Heimatkanton zurückgefordert werden.

Die Konferenz der Regierungsvertreter/innen der IHV hat vor Jahren eine Empfehlung erlassen, die einen Betrag von 25 Franken pro Tag als Beitrag der Unterhaltspflichtigen festsetzte. Diese Empfehlung wurde allgemein eingehalten, wenn auch immer wieder kritische

Stimmen ertönten. Vor allem wurde der statische Charakter einer festen Zahl bemängelt.

In der IVSE fiel der Entscheid für eine funktionale und damit dynamische Definition. Die Höhe des Beitrags der Unterhaltspflichtigen entspricht einer mittleren Tagesaufwendung für eine Person in einfachen Verhältnissen und liegt damit zwischen 25 und 30 Franken.

#### **Art. 23 und 24**

Die Leistungsabgeltung kann neu auch durch Pauschalen erfolgen. Absatz 3 strebt den Übergang von der Defizitdeckungsmethode zur pauschalen Abgeltung an. Die Pauschalen werden grundsätzlich in Leistungsverträgen vereinbart. Diese Leistungsverträge kommen einerseits zwischen dem Trägerkanton und seinen Institutionen (einzelner oder aller), deren Leistung und Finanzierung Gegenstand sind, zustande. Andererseits können Leistungsverträge auch zwischen Kantonen für bestimmte oder alle Einrichtungen abgeschlossen werden.

Während die Methode D (Defizitdeckungsmodell) keine Variationen erträgt, kann die Methode P (Pauschalenprinzip) unterschiedlich ausgestaltet sein. Sie kann Tagespauschalen, Monatspauschalen, Quartals- oder Jahrespauschalen, Abteilungs- oder Fall- oder andere Pauschalen vorsehen. Auch FiSu stellt eine Pauschalermethode dar. Alle diese Pauschalen werden mit Hilfe der Kostenstellenrechnung auf Grund der Leistungsabgeltungsformel der IVSE, mit Hilfe bestimmter Parameter (Mindestbelegung) und approximativer Vorausberechnungen (z.B. IV-Beiträge) festgelegt.

Wird nach Kalendertag verrechnet, so gilt folgendes:

Der Kalendertag entspricht der Anzahl Tage gemäss Kalender vom Eintritts- bis zum Austrittstag inklusive dieser beiden Tage. Das Jahr zählt 365, ein Schaltjahr 366 Tage.

#### **Art. 25**

Die Einrichtung soll auch beim Inkasso zeitgemässen betriebswirtschaftlichen Regeln unterordnet werden. Rechnungsausstände bedeuten auch für sie wie für eine private Unternehmung Kosten. So wird eine Zahlungsfrist vorgeschrieben und bei deren Nichteinhaltung ein Verzugszins von 5 % gemäss Artikel 104 OR festgelegt. Diese Bestimmung will vermeiden, dass Heime wegen Liquiditätsmangel auf relativ teures Fremdkapital angewiesen sind.

Die IVSE stellt eine Vereinbarung zwischen Kantonen dar. Die Kantone unterzeichnen die Kostenübernahmegarantie. Aus diesem Grunde haben sie auch die Verantwortung dafür, dass die offenen Rechnungen von den zuständigen Stellen in ihrem Kanton bezahlt werden. Die Hilfestellung kann verschiedenartig sein und von der Ermahnung einer zahlungspflichtigen Stelle bis zum Vorschliessen eines Betrages gehen. Wie dies gehandhabt wird, soll Sache des Wohnkantons sein.

#### **Art. 26**

Oft ist die Auflage, die Kostenübernahmegarantie vor Eintritt der Person vom Trägerkanton einzuholen, wegen der zeitlichen Dringlichkeit nicht möglich. Trotzdem muss am Prinzip festgehalten werden.

#### **Art. 27**

Neu soll es keine unkündbaren Kostenübernahmegarantien mehr geben.

#### **Art. 28 und 29**

Die Lage im Bereich der Erwachsenen ist grundsätzlich anders als bei den Einrichtungen des Bereiches A oder D. Die mündige Person tritt nach eigener Wahl in die Einrichtung ein. Sie verfügt über ein Ersatz- und evtl. ein weiteres Einkommen. In diesem Bereich ist die Subjektfinanzierung weitgehend verwirklicht. Statt aus den Beiträgen der Unterhaltspflichtigen und Subventionen bestehen die Einkünfte der Institutionen zum grossen Teil aus Renten, Ergänzungsleistungen und Hilflosenentschädigungen.

In der Frage der Kostenübernahmegarantie ist umsichtig vorzugehen. Die Kostenübernahmegarantie kann nur mit Einwilligung der betroffenen Person eingeholt werden. Für Personen, die für die vollen Kosten aufkommen, kann eine solche nur subsidiär in Frage kommen. Die Kostenübernahmegarantie wird erst dann gültig, wenn eine Einrichtung wider Erwarten in die Defizitzone abgleitet.

Die Kostenbeteiligung wird nach den Regeln des Wohnkantons berechnet. Die negative Differenz zur Leistungsabgeltung wird dem Wohnkanton bzw. der zahlzuständigen Stelle des Wohnkantons belastet.

#### **Art. 30**

Solange das Modell FiSu nicht angewendet wird und folglich auch keine Richtlinien bestehen, gelten auch für diesen Bereich wie für die andern die Methoden D und P gemäss Artikel 23 IVSE.

### **7.5 Einrichtungen**

#### **Art. 31 bis 33**

Der Trägerkanton meldet dem Sekretariat der SODK die Namen der Einrichtungen, die auf die Liste zu setzen sind. Verlangt der Kanton eine Betriebsbewilligung, so muss die Institution diese Bedingung erfüllen, bevor sie auf die Liste gesetzt werden kann.

Der Trägerkanton lässt nur Einrichtungen auf die Liste setzen, auf die er die Bestimmungen der IVSE vollumfänglich anwendet und für die er die Aufsicht insbesondere in qualitativer und wirtschaftlicher Aufsicht gewährleistet. Die Geschäftsführung der IVSE muss sich dabei nach dem Vertrauensprinzip auf die Angaben der Kantone stützen können. Eine Kontrolle der einzelnen Einrichtungen durch Organe der IVSE würde zu weit führen.

Falls der Wohnkanton selbst über genügend geeignete Plätze in seinen Einrichtungen verfügt, ist er nicht gezwungen, für die Einrichtungen auf der Liste ausserhalb seines Kantons eine Kostenübernahmegarantie zu leisten. Die Verweigerung einer Kostenübernahmegarantie ist Gegenstand eines begründeten Entscheids mit Angabe der Rechtsmittel.

#### **Art. 33**

Neu werden mit der Qualität und Wirtschaftlichkeit im Rahmen der IVSE zusätzliche Anforderungen an die Vereinbarungskantone gestellt. Die Kantone bleiben zuständig für die Qualität ihrer Einrichtungen, namentlich auch für die Wahl bestimmter Qualitätssysteme. Gewisse Eckwerte sind aber auf interkantonaler Ebene in einer Richtlinie des Vorstandes der VK festzulegen. Dies stellt nicht zuletzt auch eine Forderung der Behinderten und ihrer



Organisationen dar, die gerade im Zusammenhang mit dem neuen Finanzausgleich deutlich artikuliert worden ist.

Grundsätzlich ist der Kanton frei, jene Heime und Einrichtungen auf die Liste zu setzen, die er für geeignet hält und die im Rahmen der IVSE liegen. Dabei hat er den Grundsatz der Gleichbehandlung zu berücksichtigen.

Die Liste der anerkannten Einrichtungen soll als Qualitätsgarantie und Gütesiegel dienen.

#### **Art. 34**

Die IVSE möchte über Richtlinien eine Harmonisierung und Vergleichbarkeit der Kosten für die einzelnen Leistungen erreichen.

### **7.6 Rechtsschutz**

#### **Art. 35 Abs. 1**

Der Artikel 84 des Bundesgesetzes über die Organisation der Bundesrechtspflege lautet wie folgt:

«*Staatsrechtliche Beschwerden*

##### *a. Im Allgemeinen*

<sup>1</sup> *Gegen kantonale Erlasse oder Verfügungen (Entscheide) kann beim Bundesgericht Beschwerde geführt werden:*

- a. wegen Verletzung verfassungsmässiger Rechte der Bürger;*
- b. wegen Verletzung von Konkordaten;*
- c. wegen Verletzung von Staatsverträgen mit dem Ausland, ausgenommen bei Verletzung zivilrechtlicher oder strafrechtlicher Bestimmungen von Staatsverträgen durch kantonale Verfügungen (Entscheide);*
- d. wegen Verletzung bundesrechtlicher Vorschriften über die Abgrenzung der sachlichen oder örtlichen Zuständigkeit der Behörden.*

<sup>2</sup> *In allen diesen Fällen ist jedoch die Beschwerde nur zulässig, wenn die behauptete Rechtsverletzung nicht sonstwie durch Klage oder Rechtsmittel beim Bundesgericht oder einer andern Bundesbehörde gerügt werden kann.»*

Ein solcher Fall könnte bei Absatz 1 Buchstabe a dann eintreten, wenn z.B. die zuständige Behörde eines Wohnkantons einem Kind die Kostenübernahmegarantie für den Eintritt in eine ausserkantonale Einrichtung verweigert, obwohl keine Einrichtung mit dem nötigen therapeutischen Angebot im eigenen Kanton besteht.

### **7.7 Schluss- und Übergangsbestimmungen**

#### **Art. 36**

Auch das Fürstentum Liechtenstein kann der IVSE beitreten.

#### **Art. 37 Abs. 1**

Die quartalsweise anstelle der jährlichen Beitrittsmöglichkeit soll es erlauben, rascher und beweglicher zu handeln. Ein Kanton, der aus bestimmten Gründen die Frist nicht genau einhalten kann, soll nicht ein Jahr lang warten müssen, bevor er der IVSE beitreten kann.

#### **Art. 37 Abs. 4**

Die IVSE will Doppelspurigkeiten vermeiden. Da in der IHV keine Bestimmung zu deren Aufhebung festgelegt ist, führt der Weg zu deren faktischen Aufhebung einzig über die Kündigung durch die Mitglieder. Mit dieser Kündigungsvorschrift kann auch ein gewisser Druck zum Beitritt zur IVSE ausgeübt werden.

#### **Art. 38 Abs. 2**

Die Kündigung wird auf Ende des dem Kündigungsschreiben folgenden Jahres rechtswirksam. Diese relativ lange Kündigungsfrist soll eine gewisse Stabilität ermöglichen. Insbesondere sollen für kurz vor der Kündigung erfolgte Platzierungen oder Eintritte genügend Zeit zur Anpassung, bzw. Neuplatzierung zur Verfügung stehen.

#### **Art. 38 Abs. 4**

Die Gültigkeit der Kostenübernahmegarantie besteht natürlich nur im Rahmen ihrer Befristung. Fehlt eine solche, ist die Kostenübernahmegarantie gemäss Artikel 27 Absatz 2 jederzeit mit einer Frist von 6 Monaten kündbar.

#### **Art. 39 Abs. 1**

Die differenzierte Formel stellt nicht bloss auf eine Zahl, sondern auch auf die Verteilung über die Schweiz ab. Die Formel gewährleistet, dass die IVSE relativ rasch wirksam werden kann.

#### **Art. 39 Abs. 2**

Sobald das Quorum erreicht ist, wird der Vorstand VK den Zeitpunkt für die Inkraftsetzung der Vereinbarung und die Organbildung möglichst bald festsetzen.

#### **Art. 40**

Der Prozess ist klar festgelegt, um zu vermeiden, dass eine Situation analog der IHV entsteht, wo eine Bestimmung zu deren Aufhebung fehlt. Solche Vereinbarungen fristen, wenn einmal die meisten Kantone ausgetreten sind, ein ewiges Schattendasein.

#### **Art. 41**

Die Kostenübernahmegarantie ist ein von der IVSE vorgesehenes notwendiges Instrument. Die Vereinbarung kann ohne Kostenübernahmegarantie nicht funktionieren. Eine Kostenübernahmegarantie kann hingegen ohne eine Vereinbarung existieren. Die Garantie läuft mit dem Ablauf der Frist aus. Ist sie unbefristet, kann sie, wie erwähnt, unter Beachtung einer sechsmonatigen Frist gekündigt werden.

#### **Art. 42**

Auch hier wird von einer relativen Unabhängigkeit dieser Garantien zu den Vereinbarungen ausgegangen. Dadurch wird eine administrativ einfache Lösung ermöglicht.

#### **Art. 43**

Mit dieser Übergangsbestimmung wurde ebenfalls eine reibungslose, administrativ einfache Lösung gewählt.

## **8. VEREINBARUNG VON VERTRÄGEN UND VEREINBARUNGEN**

Diese Vereinbarung wurde von der Konferenz der kantonalen Sozialdirektorinnen und Sozialdirektoren ausgearbeitet, damit sie von sämtlichen Kantonen angenommen wird. Ein Beitritt zu ihr sollte nicht von den Verfahren abweichen, die durch eine andere Vereinbarung vorgeschrieben sind, durch die Vereinbarung nämlich vom 9. März 2001 über die Aushandlung, Ratifikation, Ausführung und Änderung der interkantonalen Verträge und der Vereinbarungen der Kantone mit dem Ausland (SGF 121.4; im Folgenden: die Vereinbarung vom 9. März 2001). Diese bindet jedoch nur die Westschweizer Kantone. In Absprache mit den Sozialdirektorinnen und Sozialdirektoren der Westschweiz wurde diese Frage dem Institut für Föderalismus der Universität Freiburg unterbreitet, das an der Ausarbeitung der Vereinbarung vom 9. März 2001 beteiligt war. Das Institut kam zum Schluss, dass die Verfahren gemäss der Vereinbarung vom 9. März 2001 nicht einseitig von den Westschweizer Kantonen

auf die ganze Schweiz ausgedehnt werden können; demzufolge kommt sie in diesem Fall nicht zur Anwendung.

## **9. FINANZIELLE UND PERSONELLE AUSWIRKUNGEN**

Die vorliegende Vereinbarung zeitigt weder auf finanzieller noch auf personeller Ebene neue Auswirkungen, da die gesamtschweizerische Zusammenarbeit schon seit langem besteht. Die neue Vereinbarung ist das Ergebnis der Revision einer bestehenden Vereinbarung. Die Einführung neuer Managementinstrumente in die neue Vereinbarung, wie der Kostenstellenrechnung und des Leistungsvertrags, dürfte auf dem Gebiet der Sozialinstitutionen eine bessere Kostenbewältigung durch die Kantone bewirken.

Wir beantragen Ihnen die Annahme dieses Dekretsentwurfes.

\_\_\_\_\_

**Décret**

*du*

**portant adhésion du canton de Fribourg à la convention  
intercantonale relative aux institutions sociales**

---

*Le Grand Conseil du canton de Fribourg*

Vu le message du Conseil d'Etat du 28 octobre 2003;  
Sur la proposition de cette autorité,

*Décète:*

**Art. 1**

Le canton de Fribourg adhère à la convention intercantonale du 13 décembre 2002 relative aux institutions sociales (CIIS), dont le texte suit le présent décret. L'adhésion concerne les domaines A, B C et D selon l'article 2 CIIS.

**Art. 2**

<sup>1</sup> Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur du présent décret.

<sup>2</sup> Ce décret est soumis au referendum législatif.

---

**Dekret**

*vom*

**über den Beitritt des Kantons Freiburg zur Interkantonalen  
Vereinbarung für soziale Einrichtungen**

---

*Der Grosse Rat des Kantons Freiburg*

nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrates vom 28. Oktober 2003;  
auf Antrag dieser Behörde,

*beschliesst:*

**Art. 1**

Der Kanton Freiburg tritt der Interkantonalen Vereinbarung vom 13. Dezember 2002 für soziale Einrichtungen (IVSE), die sich im Anhang dieses Dekrets befindet, bei. Der Beitritt betrifft die Bereiche A, B, C und D nach Artikel 2 IVSE.

**Art. 2**

<sup>1</sup> Der Staatsrat setzt das Datum des Inkrafttretens dieses Dekrets fest.

<sup>2</sup> Dieses Dekret unterliegt dem Gesetzesreferendum.

---

## Convention intercantonale

*du 13 décembre 2002*

### relative aux institutions sociales (CIIS)

---

#### PRÉAMBULE

Considérant:

que les institutions sociales pour enfants, adolescents et adultes avec un domicile dans un autre canton doivent leur être ouvertes,

qu'un éventail de l'offre ne peut fonctionner que si la prise en charge des frais entre les cantons est garantie selon une méthode de calcul unifiée,

qu'une étroite collaboration intercantonale doit être recherchée dans le domaine des institutions sociales,

*Les cantons*

sur la proposition de la Conférence suisse des directeurs cantonaux des affaires sociales (CDAS)

et en accord avec

la Conférence suisse des chefs des départements cantonaux de justice et police (CCDJP) et

la Conférence suisse des directeurs cantonaux des affaires sanitaires (CDS)

*Adoptent la convention suivante:*

## Interkantonale Vereinbarung

*vom 13. Dezember 2002*

### für soziale Einrichtungen (IVSE)

---

#### PRÄAMBEL

In Anbetracht dessen:

dass soziale Einrichtungen Kindern, Jugendlichen und Erwachsenen mit Wohnsitz in einem anderen Kanton offenstehen sollen,

dass die hierfür nötige Angebotsoffenheit nur spielen kann, wenn die Kostenübernahme zwischen den Kantonen auf der Grundlage einheitlicher Berechnungsmethoden gesichert ist,

dass eine enge interkantonale Zusammenarbeit im Bereiche der sozialen Einrichtungen anzustreben ist,

*beschliessen die Kantone*

gestützt auf den Vorschlag der Konferenz der kantonalen Sozialdirektoren (SODK)

im Einvernehmen mit

der Schweizerischen Konferenz der kantonalen Justiz- und Polizeidirektoren (KKJPD) und

der Schweizerischen Konferenz der kantonalen Sanitätsdirektoren (SDK)

*folgende Vereinbarung:*

## CHAPITRE PREMIER

### Dispositions générales

#### But

##### Art. 1

<sup>1</sup> La convention a pour but d'assurer sans difficultés le séjour, dans des institutions appropriées en dehors de leur canton de domicile, de personnes ayant des besoins spécifiques en matière de soins et d'encadrement.

<sup>2</sup> Les cantons signataires collaborent pour tous les domaines de la CIIS. Ils échangent en particulier des informations sur les mesures, les expériences et les résultats, harmonisent leur offre en matière d'institutions et encouragent la promotion de la qualité au sein de ces dernières.

#### Champ d'application

##### Art. 2 Domaines

<sup>1</sup> La CIIS concerne les institutions des domaines suivants:

**A** Les institutions à caractère résidentiel qui, sur la base de la législation fédérale ou cantonale, accueillent des personnes jusqu'à l'âge de 20 ans révolus ou au plus jusqu'à la fin de leur première formation, pour autant qu'elles aient été admises ou placées dans une institution avant l'accession à la majorité.

S'il s'agit de l'exécution de mesures pénales pour adolescents, l'entrée peut avoir lieu également après l'acquisition de la majorité. Dans ce cas, la limite d'âge est de 25 ans révolus, quel que soit l'âge lors de l'admission.

**B** Les institutions pour adultes handicapés au sens de l'article 73 de la loi fédérale sur l'assurance-invalidité. Les secteurs d'institutions offrant des prestations dans le cadre de mesures de réinsertion professionnelle, au sens des articles 16 et 17 de la loi fédérale sur l'assurance-invalidité ne font pas partie du champ d'application de cette convention.

**C** Les institutions à caractère résidentiel de thérapie et réhabilitation dans le domaine de la dépendance.

**D** Les écoles spéciales.

<sup>2</sup> La Conférence de la convention (CC) peut étendre la convention, sous réserve des articles 6 et 8 de la CIIS, à d'autres domaines d'institutions sociales.

## KAPITEL I

### Grundlagen

#### Zweck

##### Art. 1

<sup>1</sup> Die Vereinbarung bezweckt, die Aufnahme von Personen mit besonderen Betreuung- und Förderungsbedürfnissen in geeigneten Einrichtungen ausserhalb ihres Wohnkantons ohne Erschwernisse zu ermöglichen.

<sup>2</sup> Die Vereinbarungskantone arbeiten in allen Belangen der IVSE zusammen. Sie tauschen insbesondere Informationen über Massnahmen, Erfahrungen sowie Ergebnisse aus, stimmen ihre Angebote an Einrichtungen aufeinander ab und fördern die Qualität derselben.

#### Geltungsbereich

##### Art. 2 Bereiche

<sup>1</sup> Die IVSE bezieht sich auf Einrichtungen der folgenden Bereiche:

**A** Stationäre Einrichtungen, die gestützt auf eidgenössisches oder kantonales Recht Personen bis zum vollendeten 20. Altersjahr, längstens jedoch bis nach Abschluss der Erstausbildung beherbergen, sofern sie vor Erreichen der Volljährigkeit in eine Einrichtung eingetreten oder dort untergebracht worden sind.

Im Fall von jugendstrafrechtlichen Massnahmen kann der Eintritt auch nach Erreichen der Volljährigkeit erfolgen. Hier liegt die Altersgrenze unabhängig vom Eintrittsalter beim vollendeten 25. Altersjahr.

**B** Einrichtungen für erwachsene Personen mit Behinderungen gemäss Artikel 73 des Bundesgesetzes über die Invalidenversicherung. Bereiche von Einrichtungen, soweit sie Leistungen zur beruflichen Eingliederung im Sinne der Artikel 16 und 17 des Bundesgesetzes über die Invalidenversicherung erbringen, fallen nicht unter diese Vereinbarung.

**C** Stationäre Therapie- und Rehabilitationsangebote im Suchtbereich

**D** Sonderschulen

<sup>2</sup> Die Vereinbarungskonferenz (VK) kann die Vereinbarung unter Vorbehalt der Artikel 6 und 8 der IVSE auf weitere Bereiche sozialer Einrichtungen ausdehnen.

<sup>3</sup> Les cantons peuvent adhérer à un, à plusieurs ou à tous les domaines.

### **Art. 3** Délimitation

<sup>1</sup> Les institutions d'exécution des peines et mesures pour adultes relevant du code pénal suisse, les institutions avec une direction médicale et les institutions pour personnes âgées ne font pas partie du champ d'application de la présente convention.

<sup>2</sup> Des secteurs d'institutions selon l'alinéa 1 avec une propre direction et comptabilité peuvent également relever de la CIIS, pour autant qu'ils en remplissent les conditions.

### **Définitions**

#### **Art. 4**

Dans le cadre de la présente convention, les notions ci-dessous sont définies comme il suit:

a) *Conférence de la convention (CC)*

La Conférence de la convention est formée de chaque membre de la CDAS dont le canton a adhéré à la CIIS.

b) *Comité de la CC*

Le comité de la CC est formé des membres de la CDAS, pour autant que leur canton ait adhéré à la CIIS.

c) *Canton signataire*

Le canton signataire est le canton qui a adhéré à un domaine au moins de la CIIS.

d) *Canton de domicile*

Le canton de domicile est le canton dans lequel la personne sollicitant les prestations de l'institution a son domicile légal.

e) *Canton répondant*

Le canton répondant est le canton dans lequel l'institution a son siège. Si la gestion et le financement de l'institution sont exercés dans un autre canton, ce dernier peut, en accord avec le canton dans lequel se trouve l'institution, faire partie de la convention en tant que canton répondant.

<sup>3</sup> Die Kantone können einzelnen, mehreren oder allen Bereichen beitreten.

### **Art. 3** Abgrenzungen

<sup>1</sup> Einrichtungen des Straf- und Massnahmenvollzuges für Erwachsene gemäss Schweizerischem Strafgesetzbuch, Einrichtungen für Betagte sowie medizinisch geleitete Einrichtungen fallen nicht unter diese Vereinbarung.

<sup>2</sup> Abteilungen von Einrichtungen gemäss Absatz 1 mit eigener Rechnung und Leitung können der IVSE ebenfalls unterstellt werden, wenn sie deren Voraussetzungen erfüllen.

### **Begriffe**

#### **Art. 4**

Die folgenden Begriffe werden im Rahmen der IVSE auf Grund der nachstehenden Definitionen verwendet:

a) *Vereinbarungskonferenz (VK)*

Die Versammlung all jener Mitglieder der SODK, deren Kanton der IVSE beigetreten ist, bildet die Vereinbarungskonferenz.

b) *Vorstand der VK*

Der Vorstand VK entspricht den Vorstandsmitgliedern SODK, soweit deren Kanton der IVSE beigetreten ist.

c) *Vereinbarungskanton*

Der Vereinbarungskanton ist derjenige Kanton, der mindestens einem Bereich der IVSE beigetreten ist.

d) *Wohnkanton*

Der Wohnkanton ist derjenige Kanton, wo die Person, welche die Leistungen beansprucht, ihren zivilrechtlichen Wohnsitz hat.

e) *Trägerkanton*

Trägerkanton ist der Kanton, wo die Einrichtung ihren Standort hat. Wird die unternehmerische und finanzielle Herrschaft über die Einrichtung in einem anderen Kanton ausgeübt, so kann dieser als Trägerkanton vereinbart werden.

f) *Institution*

L'institution est une structure qui, en tant que personne morale ou physique, offre des prestations dans un domaine au sens de l'article 2 al. 1.

g) *Directive*

La directive constitue une norme d'application de la CIIS ayant caractère obligatoire. Elle est édictée par le comité de la CC.

### **Prise de domicile subséquente; séjour**

#### **Art. 5**

<sup>1</sup> La prise de domicile subséquente d'une personne handicapée majeure selon l'article 2 al. 1 du domaine B au siège de l'institution ne suspend pas, dans la mesure où la personne vit dans l'institution, l'obligation de remboursement par le dernier canton de domicile.

<sup>2</sup> La prise en charge des frais de scolarité en externat dans des écoles spéciales est garantie par le canton où l'élève séjourne.

## **CHAPITRE II**

### **Organisation**

#### **Constitution de la CIIS, exécution, organes**

##### **Art. 6** Exécution

<sup>1</sup> La CDAS assure la mise en place de la CIIS jusqu'à la constitution des organes.

<sup>2</sup> La CC assure l'exécution de la CIIS.

<sup>3</sup> Elle collabore à cet effet avec les autres conférences des directeurs concernées par le domaine des institutions sociales ainsi que la Conférence suisse des directeurs cantonaux des finances. Les autres conférences de directeurs concernées sont:

- la Conférence suisse des directeurs de l'instruction publique (CDIP)
- la Conférence suisse des chefs de départements cantonaux de justice et police (CCDJP)
- la Conférence suisse des directeurs cantonaux des affaires sanitaires (CDS).

f) *Einrichtung*

Die Einrichtung ist eine Struktur, die als juristische oder natürliche Person Leistungen in einem Bereich nach Artikel 2 Abs. 1 erbringt.

g) *Richtlinie*

Die Richtlinie stellt eine verbindliche Sekundärnorm der IVSE dar. Sie wird durch den Vorstand VK erlassen.

### **Nachträgliche Wohnsitznahme und Aufenthalt**

#### **Art. 5**

<sup>1</sup> Die nachträgliche Wohnsitznahme einer mündigen Person mit Behinderungen gemäss Artikel 2 Abs. 1 Bereich B am Standort der Einrichtung hebt, sofern die Person in der Einrichtung wohnt, die Vergütungspflicht des letzten Wohnkantons nicht auf.

<sup>2</sup> Kostenübernahmegarantien für den Unterricht in Sonderschulexternaten leistet derjenige Kanton, in dem sich der Schüler oder die Schülerin aufhält.

## **KAPITEL II**

### **Organisation**

#### **Konstituierung der IVSE, Vollzug, Organe**

##### **Art. 6** Vollzug

<sup>1</sup> Die SODK ist so lange federführende Konferenz, bis die Organe geschaffen sind.

<sup>2</sup> Die VK gewährleistet den Vollzug der IVSE.

<sup>3</sup> Sie arbeitet dabei mit den weiteren im Bereich der sozialen Einrichtungen zuständigen Fachdirektorenkonferenzen und der Schweizerischen Konferenz der kantonalen Finanzdirektoren zusammen. Zu den weiteren zuständigen Fachdirektorenkonferenzen gehören:

- die Schweizerische Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren (EDK);
- die Schweizerische Konferenz der kantonalen Justiz- und Polizeidirektoren (KKJPD);
- die Schweizerische Konferenz der kantonalen Sanitätsdirektoren (SDK).

<sup>4</sup> La CC consulte la CDIP, la CCDJP et la CDS pour les décisions qui leur incombent, conformément aux articles 8 let. a et 9 al. 1 let. g et h de la CIIS.

#### **Art. 7** Organes

<sup>1</sup> Les organes de la CIIS sont:

- a) la CC
- b) le comité de la CC
- c) la Conférence suisse des offices de liaison CIIS
- d) les conférences régionales
- e) la commission de vérification des comptes.

<sup>2</sup> Elections et votations:

- Les décisions et élections sont valables lorsque la moitié des membres prévus par la CIIS ayant droit de vote et siégeant dans les organes de cette convention sont présents, sous réserve de l'article 8 let. a.
- Les votes se font à la majorité simple des voix délivrées et valables. En cas d'égalité des voix, celle du président ou de la présidente est prépondérante.
- Les élections se font à la majorité absolue des voix délivrées et valables. En cas d'égalité des voix, il est procédé par tirage au sort.

<sup>3</sup> La CC édicte un règlement pour la constitution et l'activité des organes.

#### **Art. 8** CC

La CC est compétente pour:

- a) étendre la CIIS à d'autres domaines des institutions sociales conformément à l'article 2 al. 2. Pour être valables, les décisions nécessitent une majorité des deux tiers;
- b) établir un règlement pour la constitution et l'activité des autres organes conformément à l'article 7 al. 3.

#### **Art. 9** Comité CC

<sup>1</sup> Le comité de la CC est compétent pour:

- a) introduire la procédure d'adhésion selon l'article 37;

<sup>4</sup> Die VK konsultiert die EDK, die KKJPD und die SDK in Bezug auf die von ihr gestützt auf die Artikel 8 Bst. a und 9 Bst. g und h der IVSE zu fällenden Entscheide.

#### **Art. 7** Organe

<sup>1</sup> Organe der IVSE sind:

- a) die VK;
- b) der Vorstand VK;
- c) die Schweizerische Konferenz der Verbindungsstellen IVSE;
- d) die Regionalkonferenzen;
- e) die Rechnungsprüfungskommission.

<sup>2</sup> Wahlen und Abstimmungen

- Rechtsgültige Beschlüsse und Wahlen bedürfen der Anwesenheit der Hälfte der in der IVSE für die Besetzung der Organe vorgesehenen stimmberechtigten Mitglieder unter Vorbehalt von Artikel 8 Bst. a.
- Bei Abstimmungen entscheidet das Mehr der abgegebenen gültigen Stimmen. Bei Stimmgleichheit entscheidet die Präsidentin oder der Präsident mit Stichentscheid.
- Bei Wahlen gilt das absolute Mehr der abgegebenen gültigen Stimmen. Bei Stimmgleichheit entscheidet das Los.

<sup>3</sup> Die VK erlässt ein Reglement zu Konstituierung und Tätigkeit der Organe.

#### **Art. 8** VK

Die VK ist zuständig für:

- a) die Ausdehnung der IVSE auf weitere Bereiche sozialer Einrichtungen gemäss Artikel 2 Abs. 2. Entscheide bedürfen für ihre Gültigkeit der Zweidrittelsmehrheit;
- b) den Erlass eines Reglementes zur Konstituierung und Tätigkeit der Organe gemäss Artikel 7 Abs. 3.

#### **Art. 9** Vorstand VK

<sup>1</sup> Der Vorstand VK ist zuständig für:

- a) die Durchführung des Beitrittsverfahrens nach Artikel 37;



- b) fixer la date d'entrée en vigueur de la CIIS à la suite de l'obtention du quorum et informer les cantons signataires selon l'article 39;
- c) aviser la CDAS lorsque le quorum de la CIIS n'est plus atteint;
- d) approuver le budget et les comptes de la CIIS;
- e) définir les régions selon l'article 12 al. 3;
- f) prononcer, à la demande de la Conférence suisse des offices de liaison CIIS, le refus de l'admission d'une institution ou son exclusion de la liste si elle ne remplit pas les critères de la CIIS;
- g) établir des directives:
  - sur la compensation des coûts selon les articles 20 et 21
  - sur la procédure dans le domaine C selon l'article 30
  - sur des normes de références en matière de qualité selon l'article 33 al. 2
  - sur le décompte d'exploitation selon l'article 34 al. 2;
- h) élaborer des recommandations;
- i) harmoniser l'offre entre les régions et les réévaluer périodiquement;
- j) prendre toute décision ne relevant pas de la compétence d'un autre organe.

<sup>2</sup> Le président ou la présidente de la Conférence suisse des offices de liaison CIIS participe aux réunions du comité de la CC pour les affaires de la CIIS, avec voix consultative.

### Offices de liaison

#### Art. 10 Désignation

Chaque canton ayant adhéré à la convention désigne un office de liaison.

#### Art. 11 Compétences

<sup>1</sup> L'office de liaison est compétent pour:

- a) requérir les garanties de prise en charge des frais;
- b) recevoir et traiter les demandes de garanties de prise en charge des frais ainsi que les décisions les concernant;
- c) coordonner l'information et la gestion avec des services et des institutions, ainsi que leur représentation à l'intérieur du canton;

- b) die Festlegung des Zeitpunktes des Inkrafttretens der IVSE im Anschluss an das Erreichen des Quorums sowie die entsprechende Mitteilung an die Vereinbarungskantone gemäss Artikel 39;
- c) die Mitteilung an die SODK bei Unterschreiten des Quorums gemäss Artikel 40;
- d) die Genehmigung des Voranschlages und der Rechnung der IVSE;
- e) die Festlegung der Regionen gemäss Artikel 12 Abs. 3;
- f) die Verweigerung der Aufnahme oder Streichung einer Einrichtung von der Liste bei Nichterfüllen der Anforderungen der IVSE auf Antrag der Schweizerischen Konferenz der Verbindungsstellen IVSE;
- g) den Erlass folgender Richtlinien:
  - zur Leistungsabgeltung gemäss den Artikeln 20 und 21;
  - zum Verfahren im Bereich C gemäss Artikel 30;
  - Rahmenrichtlinien zur Qualität gemäss Artikel 33 Abs. 2;
  - zur Kostenrechnung gemäss Artikel 34 Abs. 2;
- h) die Verabschiedung von Empfehlungen;
- i) die Abstimmung der Angebote zwischen den Regionen und deren periodische Erörterung mit ihnen;
- j) alle Entscheide, die nicht in die Kompetenz eines anderen Organs fallen.

<sup>2</sup> An den Sitzungen des Vorstandes VK nimmt der Präsident oder die Präsidentin der Schweizerischen Konferenz der Verbindungsstellen IVSE zu den Geschäften der IVSE mit beratender Stimme teil.

### Verbindungsstellen

#### Art. 10 Bezeichnung

Jeder Vereinbarungskanton bezeichnet eine Verbindungsstelle.

#### Art. 11 Zuständigkeit

<sup>1</sup> Die Verbindungsstellen sind zuständig für:

- a) das Einholen der Kostenübernahmegarantie;
- b) die Entgegennahme und Bearbeitung von Gesuchen um Kostenübernahmegarantie und den Entscheid über dieselben;

- d) échanger des informations et correspondre avec des offices de liaison d'autres cantons signataires;
- e) tenir un registre des garanties de prise en charge des frais délivrées.

<sup>2</sup> Les offices de liaison participent aux séances des conférences régionales.

### **Conférences régionales**

#### **Art. 12** Regroupement

<sup>1</sup> Les offices de liaison se regroupent en quatre conférences régionales: Suisse romande et Tessin, Suisse du nord-ouest, Suisse centrale et Suisse orientale.

<sup>2</sup> Chaque office de liaison fait partie d'une conférence régionale. Il peut faire partie d'autres conférences régionales avec voix consultative.

<sup>3</sup> Le comité de la CC détermine les régions.

#### **Art. 13** Compétences

Les conférences régionales sont compétentes pour:

- a) nommer deux représentants ou représentantes comme membres de la Conférence suisse des offices de liaison CIIS;
- b) harmoniser les offres des institutions entre les cantons à l'intérieur de la région;
- c) échanger des informations au sens de l'article 1 al. 2 et les transmettre à la Conférence suisse des offices de liaison CIIS;
- d) formuler des propositions à la Conférence suisse des offices de liaison CIIS, en particulier en ce qui concerne l'admission ou l'exclusion d'une institution de la liste des institutions.

- c) die Koordination der Information und der Geschäftsbearbeitung mit Verwaltungen sowie Einrichtungen und deren Vertretungen innerhalb des Kantons;
- d) den Informationsaustausch und die Geschäftsbearbeitung mit Verbindungsstellen anderer Vereinbarungskantone;

e) die Führung eines Registers über die erteilten Kostenübernahmegarantien.

<sup>2</sup> Die Verbindungsstellen nehmen an den Sitzungen der Regionalkonferenzen teil.

### **Regionalkonferenzen**

#### **Art. 12** Zusammenschluss

<sup>1</sup> Die Verbindungsstellen schliessen sich zu den vier Regionalkonferenzen Westschweiz/Tessin, Nordwestschweiz, Zentralschweiz und Ostschweiz zusammen.

<sup>2</sup> Jede Verbindungsstelle gehört einer Regionalkonferenz an. Sie kann weiteren Regionalkonferenzen mit beratender Stimme angehören.

<sup>3</sup> Der Vorstand VK legt die Regionen fest.

#### **Art. 13** Zuständigkeit

Die Regionalkonferenzen sind zuständig für:

- a) die Wahl von zwei Vertretern beziehungsweise Vertreterinnen als Mitglieder der Schweizerischen Konferenz der Verbindungsstellen IVSE;
- b) die Abstimmung der Angebote an Einrichtungen zwischen den Kantonen im Rahmen der Region;
- c) den Austausch von Informationen im Sinne von Artikel 1 Abs. 2 und die Weiterleitung derselben an die Schweizerische Konferenz der Verbindungsstellen IVSE;
- d) Anträge an die Schweizerische Konferenz der Verbindungsstellen IVSE, insbesondere in Bezug auf die Aufnahme oder Streichung einer Einrichtung von der Liste der Einrichtungen.

## **Conférence suisse des offices de liaison CIIS**

### **Art. 14** Composition

La Conférence suisse des offices de liaison (CSOL) se compose de deux représentants ou représentantes par conférence régionale. Le ou la secrétaire de conférence de la CDAS participe aux travaux avec voix consultative.

### **Art. 15** Compétences

La Conférence suisse des offices de liaison CIIS est compétente pour:

- a) rédiger des rapports et des propositions en relation avec les attributions du comité de la CC selon l'article 9 al. 1 let. e à h. Des propositions selon l'article 9 al. 1 let. f ne peuvent être faites que sur demande d'une conférence régionale;
- b) échanger des informations au sens de l'article 1 al. 2;
- c) donner des instructions aux offices de liaison.

## **Commission de vérification des comptes**

### **Art. 16**

La commission de vérification des comptes de la CDAS contrôle les comptes annuels de la CIIS et fait son rapport et ses propositions à la CC.

## **Organe de gestion**

### **Art. 17** Secrétariat

<sup>1</sup> Le secrétariat général de la Conférence suisse des directeurs cantonaux des affaires sociales gère les affaires de la CIIS, à l'exception de celles qui relèvent de la compétence des cantons.

<sup>2</sup> Il assume également le secrétariat de la Conférence suisse des offices de liaison CIIS de même que, en règle générale, celui de groupes de travail ad hoc.

<sup>3</sup> Le secrétariat général de la CDAS est à disposition en tant qu'instance de conciliation.

### **Art. 18** Coûts

<sup>1</sup> Les frais découlant de l'application de la présente convention sont pris en charge par la CC.

## **Schweizerische Konferenz der Verbindungsstellen IVSE**

### **Art. 14** Zusammensetzung

Die Schweizerische Konferenz der Verbindungsstellen IVSE besteht aus je zwei Vertretern oder Vertreterinnen der Regionalkonferenzen. Der Konferenzsekretär oder die Konferenzsekretärin der SODK nimmt an den Verhandlungen mit beratender Stimme teil.

### **Art. 15** Zuständigkeit

Die Schweizerische Konferenz der Verbindungsstellen IVSE ist zuständig für:

- a) die Ausarbeitung von Bericht und Antrag zu den Geschäften des Vorstandes VK gemäss Artikel 9 Abs. 1 Bst. e–h. Anträge gemäss Artikel 9 Bst. f dürfen nur auf Antrag einer Regionalkonferenz erfolgen;
- b) den Austausch von Informationen im Sinne von Artikel 1 Abs. 2;
- c) die Instruktion der Verbindungsstellen.

## **Rechnungsprüfungskommission**

### **Art. 16**

Die Rechnungsprüfungskommission der SODK revidiert die Jahresrechnung der IVSE und erstattet der VK Bericht und Antrag.

## **Geschäftsführung**

### **Art. 17** Sekretariat

<sup>1</sup> Das Zentralsekretariat der Schweizerischen Konferenz der kantonalen Sozialdirektoren führt die Geschäfte der IVSE, soweit nicht die Kantone dafür zuständig sind.

<sup>2</sup> Es besorgt auch die Sekretariate der Schweizerischen Konferenz der Verbindungsstellen sowie in der Regel von Ad-hoc-Fachgruppen.

<sup>3</sup> Das Zentralsekretariat SODK steht als Schlichtungsstelle zur Verfügung.

### **Art. 18** Kosten

<sup>1</sup> Die Kosten, welche durch die Anwendung dieser Vereinbarung entstehen, werden von der VK getragen.

<sup>2</sup> Le secrétariat général de la Conférence suisse des directeurs cantonaux des affaires sociales facture ses prestations aux cantons signataires et les encaisse.

### CHAPITRE III

#### Compensation des coûts et garantie de prise en charge des frais

##### Généralités

###### Art. 19

<sup>1</sup> Le canton de domicile garantit à l'institution du canton répondant la compensation des coûts en faveur de la personne et pour la période concernée au moyen d'une garantie de prise en charge des frais.

<sup>2</sup> Les instances et les personnes débitrices du canton de domicile sont redevables, à l'institution du canton répondant, de la compensation des coûts pour la période de prestations.

##### Compensation des coûts

###### Art. 20 Définition de la compensation des coûts

<sup>1</sup> La compensation des coûts se compose des frais nets pris en compte après déduction des contributions collectives de la Confédération et de l'AI. Le solde est divisé par unité de calcul et par personne. De ce montant sont ensuite déduites les prestations individuelles des assurances sociales.

<sup>2</sup> Les frais nets pris en compte sont les charges considérées diminuées des revenus pris en compte.

###### Art. 21 Définition des charges et revenus pris en compte

<sup>1</sup> Les dépenses à prendre en compte se composent des frais de personnel et d'exploitation découlant de la prestation, y compris les intérêts et les amortissements.

<sup>2</sup> Par revenu pris en compte, il faut entendre les revenus découlant de la prestation et les revenus de capitaux ainsi que les donations, pour autant qu'elles soient destinées à l'exploitation.

<sup>3</sup> Le comité de la CC émet une directive en rapport avec les articles 20 et 21.

<sup>2</sup> Das Zentralsekretariat der Schweizerischen Konferenz der kantonalen Sozialdirektoren stellt den Vereinbarungskantonen hierfür Rechnung und sorgt für das Inkasso.

### KAPITEL III

#### Leistungsabgeltung und Kostenübernahmegarantie

##### Grundsatz

###### Art. 19

<sup>1</sup> Der Wohnkanton sichert der Einrichtung des Trägerkantons mittels der Kostenübernahmegarantie die Leistungsabgeltung zu Gunsten der Person für die zu garantierende Periode zu.

<sup>2</sup> Die zahlungspflichtigen Stellen und Personen des Wohnkantons schulden der Einrichtung des Trägerkantons die Leistungsabgeltung für die Leistungsdauer.

##### Leistungsabgeltung

###### Art. 20 Definition Leistungsabgeltung

<sup>1</sup> Die Leistungsabgeltung berechnet sich aus dem anrechenbaren Nettoaufwand abzüglich der Bau- und Betriebsbeiträge von Bund und IV. Der verbleibende Betrag wird auf die Person pro Verrechnungseinheit umgerechnet. Davon werden die individuellen Leistungen der Sozialversicherungen abgezogen.

<sup>2</sup> Der anrechenbare Nettoaufwand ergibt sich aus dem anrechenbaren Aufwand abzüglich des anrechenbaren Ertrages.

###### Art. 21 Definition anrechenbarer Aufwand und Ertrag

<sup>1</sup> Als anrechenbarer Aufwand gelten die für die Leistung erforderlichen Personal- und Sach- inkl. Kapitalkosten und Abschreibungen.

<sup>2</sup> Als anrechenbarer Ertrag gelten Einnahmen aus dem Leistungsbereich inkl. Kapitalerträge sowie freiwillige Zuwendungen, soweit diese für den Betrieb bestimmt sind.

<sup>3</sup> Der Vorstand VK erlässt eine Richtlinie zu den Artikeln 20 und 21.

#### **Art. 22** Participation des débiteurs alimentaires

<sup>1</sup> Le montant des contributions alimentaires dans le cadre de la CIIS correspond au coût journalier moyen pour la nourriture et le logement pour une personne dans des conditions d'existence modestes.

<sup>2</sup> Les contributions non versées par les débiteurs alimentaires peuvent être imputées à l'aide sociale.

#### **Art. 23** Méthode

<sup>1</sup> La compensation des coûts peut se faire aussi bien selon la méthode D (principe de la couverture du déficit) que la méthode F (principe du forfait).

<sup>2</sup> S'il n'existe pas de dispositions particulières, au sens de la méthode F, entre le canton répondant et l'institution concernée, la méthode D est applicable.

<sup>3</sup> Les cantons signataires favorisent le passage de la méthode D à la méthode F. Le comité de la CC encourage ce processus dans le cadre de l'article 1 al. 2.

#### **Art. 24** Unité de calcul

<sup>1</sup> L'unité de calcul est la journée civile.

<sup>2</sup> Il peut être dérogé à ce principe si la méthode F est utilisée.

#### **Art. 25** Encaissement

<sup>1</sup> L'institution du canton répondant peut adresser chaque mois sa facture aux instances ou personnes débitrices. Les factures sont à payer dans les trente jours qui suivent la date de réception.

<sup>2</sup> Si les débiteurs ne s'acquittent pas de leur obligation dans le délai, l'institution envoie un rappel par écrit. Un intérêt de 5 % court dix jours après la réception du rappel.

<sup>3</sup> Le canton de domicile offre son aide en cas de problèmes de recouvrement.

### **Garantie de prise en charge des frais**

#### **Art. 26** Déroulement

<sup>1</sup> L'office de liaison du canton répondant demande à l'office de liaison du canton de domicile la garantie de prise en charge des frais avant l'entrée de la personne dans l'institution.

#### **Art. 22** Contributions des Unterhaltspflichtigen

<sup>1</sup> Die Höhe der Beiträge der Unterhaltspflichtigen im Rahmen der IVSE entspricht den mittleren Tagesaufwendungen für Kost und Logis für eine Person in einfachen Verhältnissen.

<sup>2</sup> Von Unterhaltspflichtigen nicht geleistete Beiträge können der Sozialhilfe belastet werden.

#### **Art. 23** Methode

<sup>1</sup> Die Leistungsabgeltung kann sowohl durch Methode D (Defizitdeckung) als auch Methode P (Pauschalen) erfolgen.

<sup>2</sup> Besteht zwischen dem Trägerkanton und seiner Einrichtung keine Abmachung bezüglich der Methode P, so kommt die Methode D zur Anwendung.

<sup>3</sup> Die Vereinbarungskantone streben den Übergang von der Methode D zur Methode P an. Der Vorstand VK fördert diesen Prozess im Rahmen von Artikel 1 Abs. 2.

#### **Art. 24** Verrechnungseinheit

<sup>1</sup> Als Verrechnungseinheit gilt der Kalendertag.

<sup>2</sup> Bei der Methode P kann von diesem Grundsatz abgewichen werden.

#### **Art. 25** Inkasso

<sup>1</sup> Die Einrichtung des Trägerkantons kann den zahlungspflichtigen Stellen und Personen monatlich Rechnung stellen. Die Rechnungen sind innert 30 Tagen nach Eingang zu bezahlen.

<sup>2</sup> Bleiben nach Ablauf der Zahlungsfrist die Überweisungen der Zahlungsverpflichtigen aus, mahnt die Einrichtung schriftlich. 10 Tage nach Eintreffen der Mahnung beginnt ein Verzugszins von 5 % zu laufen.

<sup>3</sup> Bei Inkassoproblemen leistet der Wohnkanton Hilfe.

### **Kostenübernahmegarantie**

#### **Art. 26** Ablauf

<sup>1</sup> Die Verbindungsstelle des Trägerkantons holt vor der Unterbringung oder vor dem Eintritt der Person bei der Verbindungsstelle des Wohnkantons die Kostenübernahmegarantie ein.

<sup>2</sup> La demande de garantie des frais doit être requise le plus rapidement possible si, en cas d'urgence, elle ne peut être déposée avant le début du séjour ou avant l'entrée de la personne dans l'institution.

#### **Art. 27** Modalités

<sup>1</sup> La garantie de prise en charge des frais peut être limitée dans le temps et soumise à des conditions. Lors d'un changement de domicile, le canton répondant requiert une nouvelle garantie de prise en charge des frais.

<sup>2</sup> Les garanties de prise en charge des frais illimitées dans le temps peuvent être résiliées, moyennant un préavis de six mois.

<sup>3</sup> Les demandes de garanties de prise en charge des frais en faveur de personnes adultes nécessitent le consentement de ces dernières.

#### **Règles pour personnes adultes handicapés, selon domaine B**

##### **Art. 28** Participation aux frais; généralités

<sup>1</sup> En dérogation partielle au Chapitre III (Compensation des coûts et garantie de prise en charge des frais), les dispositions suivantes sont applicables aux personnes handicapées séjournant dans des institutions relevant du domaine B.

<sup>2</sup> La personne adulte, résidant dans une institution d'hébergement ou d'occupation qui n'octroie aucun salaire, participe de manière appropriée à la prise en charge des frais au moyen de son revenu ou de sa fortune.

<sup>3</sup> Le calcul de la participation aux frais se fonde sur les dispositions en vigueur dans le canton de domicile.

##### **Art. 29** Participation aux frais et compensation des coûts

<sup>1</sup> La participation aux frais est exigée par l'institution auprès de la personne ou de son représentant légal, sur la base de la garantie de prise en charge des frais du canton de domicile.

<sup>2</sup> Si, après déduction de la participation aux frais, il reste un solde non couvert, le canton de domicile s'en acquitte auprès de l'institution.

<sup>2</sup> Kann das Gesuch um die Kostenübernahmegarantie wegen zeitlicher Dringlichkeit nicht vor Beginn der Unterbringung oder des Eintritts der Person in die Einrichtung gestellt werden, so ist es so rasch als möglich nachzuholen.

#### **Art. 27** Modalitäten

<sup>1</sup> Die Kostenübernahmegarantie kann befristet und mit Auflagen versehen sein. Bei einem Wechsel des Wohnkantons holt der Trägerkanton eine neue Kostenübernahmegarantie ein.

<sup>2</sup> Unbefristete Kostenübernahmegarantien können mit einer Frist von 6 Monaten gekündigt werden.

<sup>3</sup> Gesuche um eine Kostenübernahmegarantie zu Gunsten von erwachsenen Personen erfordern deren Einwilligung.

#### **Regeln für erwachsene Personen mit Behinderungen gemäss Bereich B**

##### **Art. 28** Kostenbeteiligung; Grundsätze

<sup>1</sup> Für erwachsene Personen mit Behinderungen bezüglich einer Einrichtung des Bereichs B gelten in teilweiser Abweichung von Kapitel III (Leistungsabgeltung und Kostenübernahmegarantie) die nachfolgenden Regeln.

<sup>2</sup> Die erwachsene Person in Wohneinrichtungen und in Beschäftigungseinrichtungen, die keinen Lohn ausrichten, trägt einen angemessenen Teil der Leistungsabgeltung aus ihrem Einkommen und Vermögen als Kostenbeteiligung.

<sup>3</sup> Die Berechnung der Kostenbeteiligung erfolgt nach den im Wohnkanton geltenden Regeln.

##### **Art. 29** Kostenbeteiligung und Leistungsabgeltung

<sup>1</sup> Die Kostenbeteiligung wird von der Einrichtung bei der Person oder deren gesetzlichen Vertretung auf Grund der Kostenübernahmegarantie des Wohnkantons eingefordert.

<sup>2</sup> Verbleibt nach Abzug der Kostenbeteiligung von der Leistungsabgeltung ein ungedeckter Betrag, so gilt der Wohnkanton diesen der Einrichtung ab.

## Règles pour le domaine C

### Art. 30

Le comité de la CC peut émettre une directive particulière concernant les dispositions du domaine C.

## CHAPITRE IV

### Institutions

#### Liste des institutions

#### Art. 31 Désignation des institutions

<sup>1</sup> Le canton répondant désigne les institutions pour lesquelles il est compétent et qu'il entend soumettre à la CIIS. Il les classe selon l'article 2 al. 1 dans les domaines respectifs, désigne la méthode de compensation appliquée conformément à l'article 23 et en informe le secrétariat général de la CDAS.

<sup>2</sup> Si une institution a des secteurs qui n'entrent pas dans le cadre de la CIIS, le canton répondant désigne expressément les secteurs qui sont soumis à la convention.

#### Art. 32 Liste

<sup>1</sup> Le secrétariat général de la CDAS tient la liste des institutions, ou de leurs secteurs, soumises à la CIIS. Cette liste est classée, d'une part, en fonction des domaines (art. 2 al. 1 CIIS) et, d'autre part, en fonction des méthodes de compensation des coûts (art. 23 CIIS).

<sup>2</sup> Les offices de liaison communiquent sans délai toute modification de leur liste au secrétariat général de la CDAS; celui-ci met la liste régulièrement à jour.

## Contrôle qualité et gestion économique

### Art. 33

<sup>1</sup> Les cantons répondants garantissent, dans les institutions soumises à la CIIS, des prestations irréprochables en matière de thérapie, de pédagogie et de gestion.

## Regeln für den Bereich C

### Art. 30

Für das Verfahren im Bereich C kann der Vorstand VK eine spezielle Richtlinie erlassen.

## KAPITEL IV

### Einrichtungen

#### Liste der Einrichtungen

#### Art. 31 Bezeichnen der Einrichtungen

<sup>1</sup> Der Trägerkanton bezeichnet die Einrichtungen in seiner Zuständigkeit, welche er der IVSE zu unterstellen beabsichtigt, teilt sie im Sinne des Artikels 2 Abs. 1 den entsprechenden Bereichen zu, bezeichnet die von der Einrichtung angewandte Methode der Leistungsabgeltung gemäss Artikel 23 und meldet diese Angaben dem Zentralsekretariat der SODK.

<sup>2</sup> Fallen nicht alle Abteilungen einer Einrichtung unter die IVSE, so bezeichnet der Trägerkanton ausdrücklich jene Abteilungen, auf welche die IVSE Anwendung finden soll.

#### Art. 32 Liste

<sup>1</sup> Das Zentralsekretariat der SODK führt eine Liste der Einrichtungen beziehungsweise derjenigen Abteilungen, welche der IVSE unterstellt sind. Es führt die Liste nach Bereichen gemäss Artikel 2 Abs. 1 sowie nach Methoden der Leistungsabgeltung gemäss Artikel 23 der IVSE.

<sup>2</sup> Die Verbindungsstellen melden alle Mutationen umgehend dem Zentralsekretariat der SODK, welches diese Liste laufend nachführt.

## Qualität und Wirtschaftlichkeit

### Art. 33

<sup>1</sup> Die Trägerkantone gewährleisten in den dieser Vereinbarung unterstellten Einrichtungen einen therapeutisch, pädagogisch und wirtschaftlich einwandfreien Betrieb.

<sup>2</sup> Le comité de la CC édicte des directives cadre au sujet des exigences de qualité.

### **Comptabilité analytique**

#### **Art. 34**

<sup>1</sup> Les cantons répondants veillent à ce que les institutions qui leur sont soumises tiennent une comptabilité analytique.

<sup>2</sup> Le comité de la CC édicte des directives à ce sujet.

### **CHAPITRE V**

#### **Voies de droit**

#### **Art. 35**

<sup>1</sup> Les décisions des organes de la présente convention peuvent faire l'objet d'un recours de droit public auprès du Tribunal fédéral, conformément à l'article 84 al. 1 let. a et b de la loi fédérale d'organisation judiciaire.

<sup>2</sup> En cas de litige résultant de l'application de la convention entre cantons, ces derniers peuvent adresser une réclamation de droit public au Tribunal fédéral, conformément à l'article 83 let. b de la loi fédérale d'organisation judiciaire.

### **CHAPITRE VI**

#### **Dispositions finales et transitoires**

#### **Adhésion à la CIIS**

#### **Art. 36** Adhésion

<sup>1</sup> Le comité de la CDAS ouvre la présente convention à l'adhésion et conduit la procédure d'adhésion.

<sup>2</sup> Les cantons de la Suisse et la Principauté du Liechtenstein peuvent y adhérer.

<sup>2</sup> Der Vorstand VK erlässt Rahmenrichtlinien zu den Qualitätsanforderungen.

### **Kostenrechnung**

#### **Art. 34**

<sup>1</sup> Die Trägerkantone sorgen dafür, dass die ihnen unterstellten Einrichtungen eine Kostenrechnung führen.

<sup>2</sup> Der Vorstand VK erlässt Richtlinien zur Kostenrechnung.

### **KAPITEL V**

#### **Rechtsschutz**

#### **Art. 35**

<sup>1</sup> Entscheide der Organe dieser Vereinbarung können gemäss Artikel 84 Abs. 1 Bst. a und b des Bundesgesetzes über die Organisation der Bundesrechtspflege (Bundesrechtspflegegesetz, OG) beim Bundesgericht mit staatsrechtlicher Beschwerde angefochten werden.

<sup>2</sup> Bei Streitigkeiten zwischen den Kantonen, die sich aus der IVSE ergeben, können die Kantone mit staatsrechtlicher Klage im Sinne von Artikel 83 Bst. b des Bundesgesetzes über die Organisation der Bundesrechtspflege an das Bundesgericht gelangen.

### **KAPITEL VI**

#### **Schluss- und Übergangsbestimmungen**

#### **Beitritt zur IVSE**

#### **Art. 36** Beitritt

<sup>1</sup> Der Vorstand SODK gibt die vorliegende Vereinbarung zum Beitritt frei und führt das Beitrittsverfahren durch.

<sup>2</sup> Beitreten können die Kantone der Schweiz sowie das Fürstentum Liechtenstein.



#### **Art. 37** Procédure

- <sup>1</sup> L'adhésion à cette convention peut être faite pour le début d'un trimestre.
- <sup>2</sup> La déclaration d'adhésion écrite doit parvenir au secrétariat général de la CDAS, à l'intention du comité de la CC, au moins trente jours avant la date d'adhésion.
- <sup>3</sup> La déclaration d'adhésion précise, conformément à l'article 2, les domaines auxquels l'adhésion est demandée.
- <sup>4</sup> La déclaration d'adhésion à la CIIS ne vaut que si l'affiliation à la CII est dénoncée dans les domaines A et B.

#### **Résiliation de la CIIS**

##### **Art. 38**

- <sup>1</sup> La dénonciation de la CIIS doit être annoncée par écrit au secrétariat général de la CDAS, à l'intention du comité de la CC.
- <sup>2</sup> La dénonciation prend effet à la fin de l'année civile suivant l'année de la déclaration.
- <sup>3</sup> La dénonciation indique le ou les domaines visés.
- <sup>4</sup> Les garanties de prise en charge des frais données avant la résiliation gardent leur validité.

#### **Entrée en vigueur de la CIIS**

##### **Art. 39**

- <sup>1</sup> Dès que deux cantons au moins ont adhéré dans trois régions à deux domaines au moins de la convention, la CDAS constitue les organes. Le comité de la CC fixe alors la date de l'entrée en vigueur de la convention et en informe les cantons et la Principauté du Liechtenstein.
- <sup>2</sup> L'entrée en vigueur doit avoir lieu au plus tard douze mois après l'obtention du quorum.

#### **Art. 37** Verfahren

- <sup>1</sup> Der Beitritt zu dieser Vereinbarung kann auf Beginn eines jeden Quartals erklärt werden.
- <sup>2</sup> Die schriftliche Beitrittserklärung muss dem Zentralsekretariat der SODK zu Händen des Vorstandes VK mindestens 30 Tage vor dem Beitrittstermin zugehen.
- <sup>3</sup> In der Beitrittserklärung wird angegeben, für welche Bereiche gemäss Artikel 2 der Beitritt erfolgt.
- <sup>4</sup> Die Beitrittserklärung ist nur gültig, wenn gleichzeitig die Mitgliedschaft bei der IHV, soweit diese in den Bereichen A und B besteht, gekündigt wird.

#### **Kündigung der IVSE**

##### **Art. 38**

- <sup>1</sup> Die Kündigung der IVSE ist dem Zentralsekretariat SODK zu Händen des Vorstandes VK schriftlich einzureichen.
- <sup>2</sup> Der Austritt wird auf das Ende des dem Kündigungsschreiben folgenden Kalenderjahres rechtswirksam.
- <sup>3</sup> Das Kündigungsschreiben gibt den respektive die betroffenen Bereiche an.
- <sup>4</sup> Vor der Kündigung erteilte Kostenübernahmegarantien behalten ihre Gültigkeit.

#### **Inkrafttreten der IVSE**

##### **Art. 39**

- <sup>1</sup> Sobald in drei Regionen mindestens je zwei Kantone mindestens zwei Bereichen beigetreten sind, bestellt die SODK die Organe. Der Vorstand VK legt anschliessend den Zeitpunkt für das Inkrafttreten fest und orientiert die Kantone und das Fürstentum Liechtenstein.
- <sup>2</sup> Das Inkraftsetzen hat spätestens zwölf Monate nach Erreichen des Quorums zu erfolgen.

## Abrogation de la CIIS

### Art. 40 CIIS

<sup>1</sup> Dès que le quorum selon l'article 39 al. 1 n'est plus atteint, la CIIS doit être abrogée.

<sup>2</sup> Le comité CC en informe alors la CDAS. Cette dernière fixe la date de l'abrogation de la convention et en informe les cantons et la Principauté du Liechtenstein.

### Art. 41 Garanties de prise en charge des frais

Les garanties de prise en charge des frais émises avant l'abrogation de la CIIS gardent leur validité.

## Dispositions transitoires CII/CIIS

### Art. 42 Garanties /garantie de prise en charge des frais

Pour les cantons signataires de la CII, les garanties délivrées gardent leur validité en tant que garanties de prise en charge des frais. L'article 27 al. 2 est applicable par analogie.

### Art. 43 Liste

<sup>1</sup> La liste des foyers et institutions selon l'article 8 de la CII est reportée pour les cantons signataires dans la liste des institutions selon les articles 31 et 32 de la CIIS.

<sup>2</sup> Les cantons signataires déposent, auprès du secrétariat de la CDAS, au plus tard six mois après l'adhésion, leur liste adaptée aux exigences des articles 2 et 23.

*Le texte présent est approuvé par l'assemblée plénière de la CDAS, à Bâle, le 20 septembre 2002.*

La Présidente:  
Ruth Lüthi, conseillère d'Etat

Le Secrétaire central:  
Ernst Zürcher

## Aufhebung der IVSE

### Art. 40 IVSE

<sup>1</sup> Sobald das Quorum gemäss Artikel 39 Abs. 1 unterschritten wird, ist die IVSE aufzuheben.

<sup>2</sup> Der Vorstand VK meldet die Unterschreitung des Quorums an die SODK. Die SODK legt den Zeitpunkt für die Aufhebung fest und teilt ihn den Kantonen sowie dem Fürstentum Liechtenstein mit.

### Art. 41 Kostenübernahmegarantien

Vor der Aufhebung der IVSE erteilte Kostenübernahmegarantien behalten ihre Gültigkeit.

## Übergangsregelung IHV/IVSE

### Art. 42 Kostengutsprachen/Kostenübernahmegarantien

Bestehende Kostengutsprachen der IHV behalten für Vereinbarungskantone die Gültigkeit als Kostenübernahmegarantie. Artikel 27 Abs. 2 gilt analog.

### Art. 43 Liste

<sup>1</sup> Die Liste der Heime und Einrichtungen gemäss Artikel 8 der IHV wird für die Beitrittskantone in die Liste der Einrichtungen gemäss Artikel 31 und 32 IVSE überführt.

<sup>2</sup> Die Vereinbarungskantone reichen innerhalb von sechs Monaten nach dem Beitritt ihre gemäss Artikel 2 und 23 angepasste und bereinigte Liste der Einrichtungen dem Sekretariat der SODK ein.

*Der vorliegende Text wurde von der Plenarversammlung SODK in Basel am 20. September 2002 genehmigt.*

Die Präsidentin:  
Ruth Lüthi, Staatsrätin

Der Zentralsekretär:  
Ernst Zürcher

## AVENANT N° 1 DE LA CIIS

### Validation

---

#### Approbation par les conférences directoriales en charge d'institutions sociales:

*Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP)*

Berne, le ...

Le Président:

Hans Ulrich Stöckling, conseiller d'Etat

Le Secrétaire central:

Hans Ambühl

*Conférence suisse des directeurs cantonaux des affaires sanitaires (CDS)*

Berne, le 20 juin 2002.

La Présidente:

Alice Scherrer, conseillère d'Etat

Le Secrétaire central:

Franz Wyss

*Conférence des chefs des départements cantonaux de justice et police  
(CCDJP)*

Berne, le 17 octobre 2002.

Le Président:

Jörg Schild, conseiller d'Etat

Le Secrétaire central:

Beat Hegg

#### Prise de connaissance par la Confédération (CF art. 48 al. 3):

Berne, le ...

## ANHANG 1 ZUR IVSE

### Validierung

---

#### Zustimmung durch die im Bereich sozialer Einrichtungen zuständigen Fachkonferenzen:

*Schweizerische Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren EDK*

Bern, den ...

Der Präsident:

Hans Ulrich Stöckling, Regierungsrat

Der Zentralsekretär:

Hans Ambühl

*Schweizerische Sanitätsdirektorenkonferenz SDK*

Bern, den 20. Juni 2002.

Die Präsidentin:

Alice Scherrer, Regierungsrätin

Der Zentralsekretär:

Franz Wyss

*Konferenz der Kantonalen Justiz- und Polizeidirektorinnen und -direktoren  
KKJPD*

Bern, den 17. Oktober 2002.

Der Präsident:

Jörg Schild, Regierungsrat

Der Zentralsekretär:

Beat Hegg

#### Kenntnisnahme durch den Bund (BV Art. 48 Abs. 3):

Bern, den ...

**L'assemblée plénière de la CDAS ouvre la procédure d'adhésion:**

Bâle, le 20 septembre 2002.

La Présidente:

Ruth Lüthi, conseillère d'Etat

Le Secrétaire central:

Ernst Zürcher

**Approbation par la Conférence des gouvernements cantonaux le 13 décembre 2002**

---

**AVENANT N° 2 DE LA CIIS**

**Entrée en vigueur de la CIIS**

---

Nous confirmons que les conditions pour l'entrée en vigueur de la CIIS selon l'article 39 sont remplies.

Ainsi, la convention entre en vigueur dès le ...

Berne, le ...

La Présidente:

Ruth Lüthi, conseillère d'Etat

Le Secrétaire central:

Ernst Zürcher

**Die Plenarversammlung SODK eröffnet das Beitrittsverfahren:**

Basel, den 20. September 2002.

Die Präsidentin:

Ruth Lüthi, Staatsrätin

Der Zentralsekretär:

Ernst Zürcher

**Zustimmung durch die Konferenz der Kantonsregierungen vom 13. Dezember 2002**

---

**ANHANG 2 ZUR IVSE**

**Inkrafttreten der IVSE**

---

Wir bestätigen, dass die Voraussetzungen für das Inkrafttreten der IVSE gemäss Artikel 39 erfüllt sind.

Damit tritt die Vereinbarung in Kraft per ...

Bern, den ...

Die Präsidentin:

Ruth Lüthi, Staatsrätin

Der Zentralsekretär:

Ernst Zürcher

## AVENANT N° 3 DE LA CIIS

### Abréviations

---

AI	Assurance-invalidité
CCDF	Conférence suisse des chefs des départements cantonaux des finances
CCDJP	Conférence suisse des chefs des départements cantonaux de justice et police
CC	Conférence de la convention
Ccoûts	Compensation des coûts
CCS	Code civil suisse
CDA	Contributions des débiteurs alimentaires
CDAS	Conférence suisse des directeurs cantonaux des affaires sociales
CDIP	Conférence suisse des directeurs de l'instruction publique
CDS	Conférence suisse des directeurs cantonaux des affaires sanitaires
CII	Convention intercantonale relative aux institutions
CIIS	Convention intercantonale relative aux institutions sociales
CP	Code pénal
CR	Conférence régionale
CRép	Conférence des répondants
CSOL	Conférence suisse des offices de liaison
DNPC	Dépenses nettes prises en compte
FiDé	Financement des institutions de la dépendance
GPCF	Garantie de prise en charge des coûts
LAI	Loi sur l'assurance-invalidité
LAMAL	Loi sur l'assurance-maladie
LAS	Loi fédérale sur la compétence en matière d'assistance des personnes dans le besoin
LEPM	Loi fédérale du 5 octobre 1984 sur les prestations de la Confédération dans le domaine de l'exécution des peines et mesures
LFA	Loi fédérale sur la compétence en matière d'assistance des personnes dans le besoin

## ANHANG 3 ZUR IVSE

### Abkürzungen

---

AE	Anrechenbarer Ertrag
ANA	Anrechenbarer Nettoaufwand
BU	Beiträge der Unterhaltspflichtigen
EDK	Schweizerische Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren
FDK	Schweizerische Konferenz der kantonalen Finanzdirektoren
KKJPD	Schweizerische Konferenz der kantonalen Justiz- und Polizeidirektoren
IHV	Interkantonale Heimvereinbarung
IV	Invalidenversicherung
IVG	Bundesgesetz über die Invalidenversicherung
IVSE	Interkantonale Vereinbarung für soziale Einrichtungen
KüG	Kostenübernahmegarantie
LA	Leistungsabgeltung
LSMG	Bundesgesetz vom 5. Oktober 1984 über die Leistungen des Bundes für den Straf- und Massnahmenvollzug
RK	Regionalkonferenz
SDK	Schweizerische Konferenz der kantonalen Sanitätsdirektoren
SKV-IVSE	Schweizerische Konferenz der Verbindungsstellen IVSE
SODK	Schweizerische Konferenz der kantonalen Sozialdirektoren
StGB	Schweizerisches Strafgesetzbuch
VK	Vereinbarungskonferenz
ZUG	Bundesgesetz über die Zuständigkeit für die Unterstützung Bedürftiger

---

PDA Participation des débiteurs alimentaires

RPC Revenu pris en compte

---

**AVENANT N° 4 DE LA CIIS**

**Liste des cantons signataires  
avec les domaines pour lesquels l'adhésion est déclarée  
(selon l'ordre de la date de la déclaration d'adhésion)**

....

....

....

....

Berne, le 13 décembre 2002.

**ANHANG 4 zur IVSE**

**Liste der Vereinbarungskantone mit den Bereichen,  
für die der Beitritt gilt (in der Reihenfolge der Beschlüsse)**

....

....

....

....

Bern, den 13. Dezember 2002.